

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

■ Le vote comme acte de foi démocratique

MUSTAPHA AGGOUN

À L'OCCASION DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

■ Il y a des tribus, pas des classes... sinon quoi ?

DERGUINI AREZKI



L'INFLATION, LE CHÔMAGE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Quel discours au finish pour les «Présidentielles» ?

AMARTOU



ISLAM POLITIQUE ET GISEMENTS DE PÉTROLE AU PROCHE ET AU MOYEN-ORIENT

■ Deux «contingents de la Raison dans l'histoire»

MEDJDOUB HAMED

■ Les handicapés, une âme humaine

SID LAKHDAR BOUMEDIÈNE

■ Livres : la comédie humaine

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

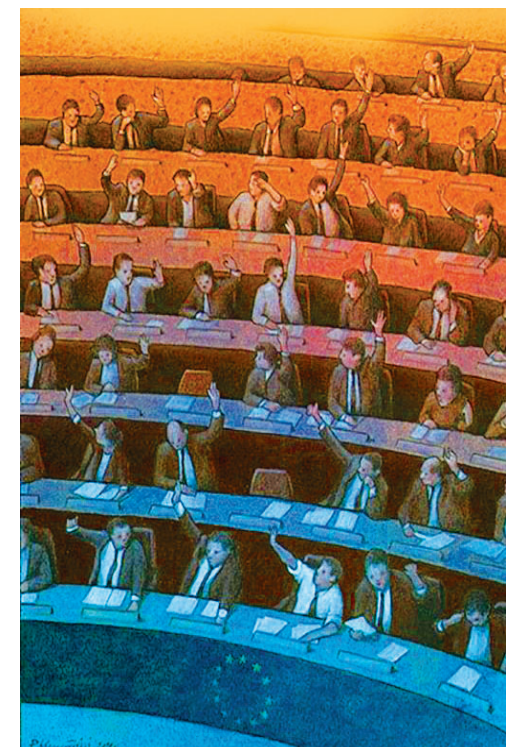
■ Alerte au BMS !

CHERIF ALI



■ Démocratie française

HADJ AHMED BEY



P.4 à 9

327^e jour de l'agression
L'armée sioniste lance une offensive contre la Cisjordanie

Mohamed Mehdi

Mercredi, 327^e jour de l'agression contre Ghaza, le nombre de victimes de la barbarie sioniste s'est élevé à 40.534 martyrs et 93.778 blessés, a indiqué, hier, le ministère de la Santé de l'enclave assiégée. La même source a ajouté que l'occupation a commis 4 massacres durant la journée de mardi, faisant au moins 58 martyrs et 131 blessés.

La journée de mercredi a été, tout aussi sanglante que la veille, enregistrant, à la mi-journée, pas moins de 34 martyrs tombés dans les bombardements israéliens sur diverses zones de la bande de Ghaza.

Hier, Ghaza a enregistré également son 172^e journaliste martyr, a annoncé le Bureau des médias du gouvernement de l'enclave.

Les plus meurtriers des bombardements de mercredi ont eu lieu à Khan Younes (au sud) et Deir al-Balah (dans le centre) avec un bilan de 8 martyrs et de plusieurs autres blessés dans chacune des deux attaques.

Le bombardement de Khan Younes a eu lieu à l'aube, par le ciblage de deux maisons au sud de la ville. Alors que celui de Deir al-Balah a visé une école abritant des personnes déplacées à l'est de la ville. Dans le centre de Ghaza, le bombardement d'une voiture à Al-Zawaida a fait 3 martyrs et des blessés.

A Rafah, un correspondant d'Al Jazeera a déclaré qu'un bombardement israélien qui a visé la région d'Oreiba, a fait un martyr et un blessé.

Sur le terrain des combats, la résistance palestinienne à Ghaza a mené, hier, plusieurs opérations. Les Brigades Al-Qassam ont annoncé que ses tireurs d'élite ont ciblé deux soldats israéliens barricadés dans un bâtiment au sud du quartier de Zaytoun, dans la ville de Ghaza. Un des deux soldats a été tué et l'autre blessé.

Les médias israéliens ont rapporté l'opération précisant que le second soldat a été «grièvement blessé». L'attaque d'Al-Qassam a été également diffusée dans une vidéo.

Par ailleurs, les Brigades Al-Quds ont déclaré avoir fait exploser un engin contre un véhicule militaire israélien, dans le quartier d'Al-Zaytoun, à l'est de Ghaza, «tuant et blessant ses occupants».

Les Brigades Al-Quds ont également diffusé une vidéo montrant l'attaque d'une maison dans laquelle des soldats de l'occupation étaient barricadés dans le quartier de Tal Al-Hawa, au sud de la ville de Ghaza.

CISJORDANIE OCCUPÉE : L'OCCUPATION A RECOURS À DES HÉLICOPTÈRES DE COMBATS

L'armée sioniste a lancé une large offensive sur la Cisjordanie occupée, depuis la nuit de mardi à mercredi, en envahissant plusieurs villes notamment Al-Khalil, Tulkarem,

dont le camp de Nour Shems, Jénine, Tubas, et Ramallah. Lors de cette opération, l'armée israélienne a eu recours à des troupes au sol, soutenues par un important arsenal de couverture aérienne, notamment des chasseurs, des hélicoptères de combats et des drones de surveillance et d'attaque.

Dans toutes les villes et les villages où cette opération a été déployée, l'armée sioniste a rencontré une importante résistance de la part de toutes les factions palestiniennes opérant en Cisjordanie occupée.

L'opération israélienne en Cisjordanie occupée a été dénoncée par l'Autorité palestinienne, l'ONU, l'Egypte, ainsi que les factions de la résistance dont le Hamas.

Le Haut Commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme a estimé que l'opération des forces israéliennes en Cisjordanie de «violation du Droit international» et «menace d'enflammer la situation». «Nous appelons Israël à mettre un terme aux attaques de ses forces, à la violence des colons et au transfert forcé des Palestiniens en Cisjordanie occupée», a-t-il déclaré.

De son côté, le Mouvement Hamas a estimé que l'opération militaire de l'occupation en Cisjordanie «est une extension de la guerre d'extermination brutale à Ghaza qui s'étend aux villes et villages de Cisjordanie occupée», a salué «la réponse héroïque des différentes factions de la résistance des camps d'al-Fari'a, Nour Shams et Jénine», et a appelé «à intensifier toutes les formes de résistance et à affronter l'occupation et ses colons».

Avant 9h du matin (heure locale), les attaques sionistes en Cisjordanie avaient fait au moins 11 martyrs, dont 5 à Jénine et 4 à Tubas, a indiqué le Croissant-Rouge palestinien sur Al Jazeera.

Toujours selon Al Jazeera, l'armée d'occupation a assiégé, pendant plusieurs heures, l'hôpital gouvernemental «Khalil Suleiman» de Jénine, menaçant de le prendre d'assaut. Pour sa part, le directeur de l'hôpital Khalil Suleiman a déclaré à Al Jazeera que l'hôpital est le seul à fournir des services dans la ville et qu'il regorge de patients. Ajoutant que l'hôpital souffre d'un manque d'eau et d'électricité.

L'occupation sioniste a également détruit des infrastructures, comme les conduites d'eau potable, dans les villes où l'opération a été menée, notamment dans le camp de Nour Shems.

Le Croissant-Rouge palestinien a également déclaré que les forces d'occupation ont pris d'assaut son siège dans le camp d'Al-Fari'a, au sud de Tubas, et a arrêté des équipes d'ambulances.

Les factions de la résistance en Cisjordanie ont mené, de leur côté, plusieurs opérations, notamment dans les camps de Jénine, de Nour Shems et d'al-Fari'a, en faisant exploser des engins contre des véhicules militaires, dont un bulldozer militaire, en abattant un drone, et en ciblant des tireurs d'élite israéliens.

Attaf reçoit un appel téléphonique du ministre libyen chargé du MAE

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a reçu, mercredi, un appel téléphonique du ministre libyen chargé de la gestion des affaires du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du gouvernement de l'union nationale de Libye, Taher Al-Baour, a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, et au nom du gouvernement de l'union nationale, le ministre libyen a exprimé toute sa reconnaissance et sa considération pour la position honorable pri-

se par l'Algérie lors de la dernière réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Libye, saluant la pertinence et la clarté de cette position en faveur du peuple libyen et de ses aspirations légitimes au rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans le cadre de l'unité nationale», ajoute la même source.

Le représentant de l'Algérie avait réaffirmé, lors de la réunion du Conseil de sécurité, la position ferme de l'Algérie concernant la crise libyenne, une position qui repose sur des règles et des constantes éta-

blies comme suit: premièrement, le règlement de la crise libyenne doit être pacifique et politique, deuxièmement, le règlement de la crise libyenne nécessite un processus inter libyen sous le parrainage des Nations Unies et troisièmement, le règlement de la crise libyenne doit aboutir à l'organisation d'élections libres, intégrées et transparentes qui rassemblent toutes les factions du peuple libyen, garantissant l'unification de ses institutions et répondant à ses aspirations sur les plans interne et externe», lit-on dans le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Une arrestation et des interrogations

L'arrestation en France, samedi dernier, du PDG de la plateforme Telegram, Pavel Durov, entretient le doute et l'incompréhension au sein de l'opinion mondiale, mêlés à la colère de centaines de millions de ses défenseurs répartis à travers tous les continents. Lors de son arrestation, Pavel Durov, un milliardaire russe de 39 ans, qui a acquis la nationalité française et la nationalité émiratie (où se trouve implanté le siège de Telegram), est arrivé d'Azerbaïdjan où il a rencontré plusieurs responsables politiques locaux et, peut-être, le président russe Vladimir Poutine, qui effectuait une visite au même moment dans ce pays, selon des suppositions de certains médias (le Kremlin a démenti tout contact entre le président russe et le PDG de Telegram). Un premier pas qui suscite des interrogations, car comment se fait-il qu'il se rende en France alors qu'il sait pertinemment qu'il sera arrêté d'une manière quasi certaine à sa descente de l'avion sur la base d'un mandat de recherche lancé contre lui dans ce pays pour complicités, détention et diffusion d'images d'un mineur «présentant un caractère pédopornographique», administration d'une plateforme en ligne pour permettre une transaction illicite en bande organisée, acquisition, transport, détention, offre ou cession de produits stupéfiants ? Dans cet esprit, autant dire qu'il s'est rendu aux autorités françaises et non «arrêté» ? Et pourquoi l'aurait-il fait ? Dans le même cadre, des spécialistes en droit affirment que le concerné ne risque pas grand-chose, tant qu'il n'est pas lui-même

ner les comportements parfois répréhensibles des utilisateurs de Telegram», alors même que Telegram, qui ne totalise pas plus de 41 millions d'utilisateurs en Europe, est exempté de toute obligation de modération (seules les plateformes dont le service dépasse les 41 millions d'utilisateurs actifs ont des obligations de modération et de lourdes amendes en cas de manquement à ces obligations). A quoi s'attendre, donc, après cette arrestation ? Il n'est pas exclu également que cette arrestation cache une volonté de la France et de l'Occident de réduire l'impact informationnel de la Russie sur la guerre en Ukraine en obligeant le PDG de Telegram d'introduire des modérations qui limiteraient, voire interdiraient toute publication ou vidéo pro-russes.

Pour rappel, une véritable fermeture de l'espace d'information et de communication a été opérée par l'Union européenne contre les médias russes et tout média pro-russe à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine, mais il restait cette voie offerte par Telegram, incontrôlable, et qui est très utilisée par les Russes pour communiquer avec le monde extérieur. On attendait, hier, les développements de cette affaire et les décisions des juges d'instruction, qui devaient être prononcées en fin de journée, après la fin de la garde à vue prolongée de l'accusé et sa présentation à la justice.

Réunion du Gouvernement Education et approvisionnement en eau au menu

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs des ressources minières, de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'approvisionnement en eau potable, ainsi que la prise en charge des membres de la communauté nationale à l'étranger, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: «Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 28 août 2024, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre de projets stratégiques structurants dans le secteur minier décidés par Monsieur le Président de la République pour la valorisation des ressources minières nationales, notamment les étapes réalisées dans la mise en œuvre du projet intégré de phosphate à Bled El Hadba, dans son volet industriel, afin d'assurer sa mise en service selon le calendrier établi. Le Gouvernement a également

entendu une communication sur la finalisation de l'élaboration des différents textes réglementaires relatifs à la loi 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du processus de réforme globale de la gouvernance des finances publiques, notamment en assurant une gestion rationnelle et efficace des dépenses publiques et en instaurant un accès juste et équitable aux commandes publiques.

Par ailleurs, le Gouvernement a également examiné les mesures et dispositions prises dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée sociale, notamment en ce qui concerne les aspects pédagogiques et matériels relatifs aux secteurs de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, avec la nécessité d'assurer la disponibilité et la stabilité des prix des produits de large consommation adaptés au pouvoir d'achat du citoyen, sur le mar-

ché national. D'autre part, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du programme d'urgence décidé par Monsieur le Président de la République pour l'approvisionnement en eau potable notamment au niveau de certaines régions du pays particulièrement impactées par le stress hydrique, tout en assurant un rythme de réalisation qui permettrait de sécuriser et d'assurer l'approvisionnement en eau potable au profit de la population.

Enfin, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République relatives à la bonne prise en charge des membres de la communauté nationale à l'étranger, le Gouvernement a examiné les différentes mesures prises par l'Entreprise nationale de Transport Maritime des voyageurs pour assurer l'étape de leur retour dans les meilleures conditions, à l'occasion de la fin de la saison estivale de l'année en cours 2024».

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran: imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine: S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail: infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr Rédaction Algéroise Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57 Pub Tél.: 021.64.96.44 Rédaction Constantinoise Tél.: 031.92.12.11 Fax: 031.92.12.22
Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE				
«Pour votre Publicité s'adresser à: L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz				

Transport maritime Insuffler une nouvelle dynamique en 2025

El-Houari Dilmî

Considéré comme la locomotive du commerce extérieur, un plan quinquennal de développement a été lancé pour améliorer la qualité des prestations en matière de transport maritime aussi bien des voyageurs que des marchandises. Ainsi, le Groupe algérien de transport maritime (GATMA) a engagé des réformes visant à insuffler une nouvelle dynamique à cette activité vitale, et ce, à travers la relance du transport maritime, la modernisation de son mode de gestion et la mobilisation de tous les moyens humains et matériels. «173 traversées permettant le transport de 146.000 voyageurs et 46.000 véhicules ont été effectuées depuis le début de la saison estivale début juin dernier», a indiqué, hier mercredi, la Présidente-Directrice générale du groupe GATMA (Groupe algérien de transport maritime), Nadia Rabia. Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, la PDG du groupe GATMA a précisé que 341 traversées sont programmées durant la saison estivale pour transporter 511.000 voyageurs et 143.000 véhicules, ajoutant que pas moins de douze (12) navires sont disposés pour le transport de marchandises.

«Le groupe GATMA prévoit également d'acquérir tout prochainement d'autres navires d'une capacité entre 55.000 et 60.000 tonnes, le cahier des charges a été approuvé en attendant le lancement imminent de l'avis d'appel d'offres international, cela dans le cadre de notre stratégie pour améliorer la qualité de nos prestations en matière de transport maritime», a souligné Nadia Rabia. «Et pour renforcer nos capacités, une nouvelle société de droit algérien du nom de «CNAN EL DJAZAÏR» a été créée, filiale du Groupe algérien des transports maritimes GATMA», a encore précisé Na-

dia Rabia, ajoutant que «l'objectif principal est de couvrir tous les ports du monde entier». Le Groupe GATMA, sous la tutelle du ministère des Transports, «a procédé, mardi, à la création d'une nouvelle compagnie (CNAN EL DJAZAÏR) regroupant ses deux filiales CNAN NORD et CNAN MED, l'objectif étant de valoriser sa flotte maritime et de fédérer ses capacités», a affirmé l'hôte de la Radio, ajoutant qu'il a déjà été procédé à la réhabilitation de la flotte constituée de 13 navires à travers les opérations de maintenance et de réparation menées par des compétences algériennes de l'Entreprise nationale de réparation navale (ERENAV). «La nouvelle stratégie du groupe GATMA s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des opérateurs économiques et de la mise en œuvre de la stratégie tracée pour booster les capacités de fret», a encore argumenté Nadia Rabia. Et au sujet des annulations connues durant ce mois d'août, en plein pic estival, l'invitée de la Radio a expliqué que cela est dû «à la panne du navire affrété «Moby Dada», précisant que les voyageurs lésés seront remboursés».

La PDG du groupe GATMA a également indiqué qu'une plateforme numérique a été mise en service pour la réservation et le paiement électronique, afin de désengorger les agences commerciales et permettre aux clients de réserver leurs voyages en toute aisance. L'invitée de la Radio a encore révélé que dans le cadre du plan quinquennal de développement, plusieurs navires seront rénovés dont le «Tarik Ibn Ziad», ajoutant que neuf (09) traversées ont déjà été effectuées entre le port d'Alger et Nouakchott depuis l'ouverture de cette desserte, «ce qui a permis de transporter 110 containers dans le sens Alger-Nouakchott et 123 containers de la capitale mauritanienne vers Alger», a-t-elle souligné.

La police recrute

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé, mercredi, l'ouverture d'un concours sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs de police (hommes effemmes), au titre de l'année 2024.

La DGSN a précisé, dans un communiqué, qu'il est possible de télécharger et d'imprimer le formulaire de participation au concours ainsi que de con-

sulter les conditions de recrutement sur le site web et les réseaux sociaux de la Police algérienne (Facebook, Instagram et X -ex Twitter-). Dans ce cadre, la DGSN informe les postulants souhaitant intégrer les rangs de la Sûreté nationale, que le dépôt des dossiers de candidature pour participer au concours se fait au niveau des sièges de la Sûreté de daïras et de wilayas.

Tébessa Les intempéries font trois morts

Trois (3) personnes sont mortes suite aux inondations qui ont affecté, ces dernières 12 heures la commune de Bir El-Ater (Tébessa), a-t-on appris mercredi des services de la Protection civile.

Les corps des victimes de ces inondations ont été évacués par les éléments de la Protection civile vers la morgue de l'hôpital Djilali Haddam de Bir El-Ater, selon la même source.

Les services de la Protection civile ont mobilisé dans le cadre des opérations de recherche et de repêchage des trois victimes, des agents et du matériel des unités secondaires des daïras de Bir El-

Ater, El Ma Labiodh, Chereâ et de l'unité principale du secteur Chahid Hachani Douh en plus de la brigade cynotechnique et la colonne mobile comprenant 65 éléments tous grades confondus.

Les pluies torrentielles qui se sont abattues dans la nuit de mardi à mercredi sur la commune de Bir El-Ater dans la wilaya de Tébessa ont été à l'origine des inondations qui ont affecté plusieurs établissements publics et des habitations, a indiqué la même source, ajoutant que 5 personnes qui étaient à bord d'un véhicule coincé par les eaux d'Oued EIK-honga ont été sauvées.

Djelfa Deux morts et un blessé dans une collision

Deux (2) personnes sont décédées et une autre a été blessée dans un accident de la route survenu dans la nuit de mardi à mercredi dans la wilaya de Djelfa, a-t-on appris des services de la Protection civile.

L'unité secondaire de la Protection civile de Messaâd est intervenue suite à une collision entre un véhicule touristique et une moto sur l'axe de la RN 1B traversant le lieu dit «El Melaga» de la commune de Deldoul, à 10 km en direction de la wilaya déléguée de Messaâd, a indiqué le chargé de communication auprès de la Direction de

wilaya de cecorps constitué, le lieutenant Abderrahmane Khadher. L'accident a causé la mort de deux personnes âgées de 15 et 28 ans, en plus de blessures à une jeune fille de 19 ans, assistée sur place avant son évacuation vers l'hôpital de Messaâd.

Les dépouilles des deux victimes ont été transportées à la morgue du même établissement hospitalier, a ajouté le même responsable. Une enquête a été ouverte par les services sécuritaires compétents pour déterminer les causes et circonstances de cet accident, a conclu le lieutenant Khadher.

Merad Tebboune s'engage à poursuivre l'édification d'une économie nationale forte

M. Brahim Merad, directeur de la campagne électorale du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi depuis Tamanrasset, l'engagement de M. Abdelmadjid Tebboune de poursuivre l'édification d'une économie nationale forte et l'exploitation optimale des ressources naturelles.

Lors d'une rencontre de proximité animée au chef-lieu de wilaya, au titre de la campagne électorale pour la présidentielle du 7 septembre, M. Merad a précisé que «M. Abdelmadjid Tebboune s'emploiera, s'il est réélu par le peuple pour un deuxième mandat, à poursuivre l'édification d'une économie forte et l'exploitation

optimale des ressources naturelles dont regorge le pays à l'instar de la région de l'Ahaggar».

M. Merad a souligné que l'avenir de la wilaya de Tamanrasset était dans le développement et la valorisation des différentes ressources minières, outre «l'aménagement du territoire et le développement des infrastructures, notamment le réseau ferroviaire à travers le pays».

A ce propos, M. Merad a fait état de la poursuite des travaux de réalisation du projet de la ligne ferroviaire vers Tamanrasset, mettant en avant l'importance de ce projet qui «est parmi les principaux engagements du candidat, M. Abdelmadjid Tebboune».

Hassani Cherif s'engage à répondre aux attentes des habitants du Sud

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre prochain, Hassani Cherif Abdelaali, a affirmé, mardi depuis la wilaya de Tamanrasset, que son programme accordait la priorité à la prise en charge des régions du sud à travers le lancement de projets de développement à même de répondre aux attentes des habitants.

Lors d'une rencontre à Tamanrasset au 13e jour de la campagne électorale de la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Hassani Cherif a mis en avant «le rôle stratégique et la profondeur culturelle et historique de cette wilaya», précisant que son programme électo-

ral «accorde la priorité à la prise en charge des régions du sud à travers le lancement de projets de développement à même de répondre aux attentes des habitants».

Le candidat du MSP s'est, dans ce cadre, engagé à «mettre en œuvre un programme de développement spécial reposant sur le renforcement des infrastructures, la création des structures nécessaires et la promotion de l'investissement dans de nombreux domaines, en vue d'éliminer le chômage et d'assurer aux citoyens les conditions d'une vie décente».

Il s'est également engagé, en cas de victoire, à créer un «marché de troc avec les autres pays africains».

Au terme de la rencontre, M.

Aouchiche appelle à une forte participation

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Youcef Aouchiche, a appelé, mercredi à Alger, à une forte participation à cette échéance afin de consolider le front intérieur et de faire, ainsi, face à toute tentative visant la déstabilisation le pays.

Invité du forum El Moudjahid, au 14e jour de la campagne électorale de la présidentielle, M. Aouchiche a indiqué que la participation du FFS à cet important rendez-vous visait à "consolider les institutions de la République et à contrecarrer toute tentative ciblant la souveraineté, l'unité et la stabilité du pays", estimant que "le seul moyen de contrer ces dangers est de construire, avec la contribution de tout un chacun, un front intérieur solide à travers notamment une forte participation à la prochaine Présidentielle".

M. Aouchiche a également souligné qu'il tendait "à asseoir les bases d'une économie nationale diver-

sifiée à même de créer la richesse", ce qui mettra l'Algérie, a-t-il dit "à l'abri des chocs extérieurs et de la dépendance aux hydrocarbures qui doivent être, plutôt, un appui pour l'économie".

Il a, en outre, fait savoir que son programme électoral proposait la mise en place "de pôles économiques locaux en fonction des spécificités de chaque région en vue d'une économie décentralisée et équilibrée". Le programme du candidat du FFS prévoit aussi "l'encouragement de la compétitivité et de l'initiative locale pour l'investissement et la résorption du chômage".

Il s'est également engagé à "opérer des réformes dans le secteur de la Justice et à consacrer l'Etat de Droit", outre le renforcement des prérogatives du pouvoir législatif.

M. Aouchiche a, par la même, formulé une série de propositions dans son programme électoral, notamment sur le plan social, citant particulièrement, "la préservation du pou-

voir d'achat du citoyen", à travers "l'augmentation du salaire national minimum garanti (SNMG) à 40.000 DA, la suspension de l'impôt sur le revenu global (IRG) sur les salaires inférieurs à 50.000DA, l'augmentation des allocations familiales et la création de nouvelles allocations".

Le programme prévoit également, selon M. Aouchiche, de "réformer le système fiscal et d'éliminer le marché informel des devises, tout en confiant davantage de transparence au recouvrement des impôts, ce qui est à même de générer de nouvelles sources de financement pour soutenir les franges vulnérables de la société".

Exhortant à "ne pas céder aux discours défaitistes", le même candidat à la Présidentielle a incité les citoyens à adhérer au processus électoral et à se rendre massivement aux urnes.

S'agissant de la politique étrangère, M. Aouchiche s'est engagé à poursuivre le soutien aux causes palestinienne et sahraouie en cas de son élection à la magistrature suprême.

Raïna Raïkoun

Par El-Houari Dilmî

Destination Algérie, dites-vous ?

Cette année, les Algériens ont été nombreux à rentrer au bled, à l'occasion de la période estivale. Mais que cela peut-il apporter au pays ? Le tourisme a-t-il un avenir en Algérie, un pays que l'on dit le plus beau au monde ?

Il n'est quand même pas normal que quelques jours de vacances dans son propre pays coûtent plus cher qu'un voyage à l'étranger. Sans parler de la qualité des prestations et les tarifs rédhibitoires, c'est la grande pagaille sur nos stations balnéaires. Sur les réseaux sociaux, des internautes témoignent que les Algériens peuvent passer des moments pénibles alors qu'ils sont censés être en vacances. L'on se souvient encore de cette Algérienne expatriée, qui avait déclaré qu'avec 5.000 euros, «on passe des vacances magnifiques en Algérie». Sauf que la bonne dame a omis de préciser la somme en monnaie locale, soit près de 120 millions de centimes ! «Les tarifs appliqués à Honolulu à Hawaï sont beaucoup moins onéreux qu'en Algérie», ricane un internaute dézédien.

Il faut le dire, le tourisme, destiné aux natio-

naux, est sous-développé. Des touristes étrangers, venus de nombreux pays, viennent visiter l'Algérie. Si certains voient en cela un bon retour d'investissement après les efforts consentis pour développer le secteur du tourisme, pour d'autres, c'est l'in-

fluence de certains youtubeurs étrangers qui a fait dans la promotion intelligente de la destination Algérie, qui explique cet afflux de touristes étrangers. Ce qui n'est pas faux. De plus en plus de youtubeurs et d'influenceurs étrangers s'intéressent au tourisme en Algérie, évoquant aussi bien ses différents climats, l'étendue du pays, sa gastronomie et l'histoire que raconte chacune de ses régions. Le tempérament méditerranéen de l'Algérien, chaleureux de nature, subjugué également le touriste étranger. Que reste-t-il alors à faire pour hisser le secteur du tourisme au rang de producteur de richesse nationale ? En Algérie, il n'y a pas que la mer. Quid de l'apport des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, dans le nouveau Plan de promotion de la «destination Algérie» ?

L'inflation, le chômage et la croissance économique

■ Quel discours au finish pour les « Présidentielles » ?

Nous tenterons, ci-après, de mettre à la disposition de l'électeur des outils de lecture, d'évaluation et de jugement à un moment de grandes décisions pour l'avenir de notre pays. Nous avons choisi de le faire au travers d'un prisme à trois facettes : l'inflation, le chômage et la croissance économique.



Par Amar TOU

1re partie

A- L'INFLATION

Subissant les foudres inflationnistes du Covid-19, les pouvoirs financiers du pays, précisément depuis janvier 2021 et jusqu'à septembre 2022, en semblaient impuissants d'accompagner, aux premiers coups, l'explosion du mouvement haussier de l'inflation qui n'avait épargné aucun pays ou région dans le monde. Ceci, en dépit du lourd impact sur le pouvoir d'achat des citoyens algériens. Le réalisme avec lequel ce phénomène inflationniste mondial fut traité, excluait toute couverture ou atténuation de l'ardeur de ce drame ; tranchant fondamentalement, avec le mouvement inflationniste, présenté de manière "soft," qui était devenu habituel depuis le début des années 2000 et dont on s'accommodait, tant que l'inflation était contenue à un niveau "ingurgitable" aux alentours de 4%.

En effet, celle-ci, ayant, brutalement, fait mouvement haussier en raison de la consistance des intrants (inputs) importés, fortement renchérissés par les effets du coronavirus "Covid-19" et de la guerre d'Ukraine et dont la prise en charge demande une haute et fine dextérité pour être contenue dans des proportions "vendables," les hautes autorités du pays durent énergiquement réagir.

Fut alors, l'anticipation de ces phénomènes sociaux qui semble avoir été concomitamment et diversement engagée par les pouvoirs publics. Ils la matérialisèrent, contre toute attente, par des décisions surprises du président de la République même faisant partie de son programme politique : allocation de chômage historiquement inédite car instaurée pour la première fois en Algérie, augmentation à quatre reprises des salaires totalisant 47% en attendant le bouclage des 100% des augmentations promises pour 2027 et revalorisation des retraites et diverses aides sociales. Ceci allant, nécessairement, de pair

avec une meilleure utilisation du déficit budgétaire ; en deçà même des limites orthodoxes des largesses financières débridées des orthodoxes censeurs de l'Occident, y compris ceux des Institutions financières internationales (IFI). (1)

Alors qu'à la fin de 1998, on paraissait avoir maîtrisé, l'inflation jusqu'à la fin de l'année 2020 par le biais de l'allocation facile, aux importateurs, des devises de la Banque d'Algérie, administrativement sous cotées, indistinctement pour tout bien importé, de manière débridée avant 2020, sans grande pondération idoine et opposable à toute contestation le cas échéant, la surprise fut déroutante par le Tsunami inflationniste de l'année 2021.

En effet, après avoir chuté de 29,00% en 1998 à 2,60% en 2018, en raison d'un meilleur approvisionnement du marché en biens, rendu possible par une production agricole diversifiée et sans cesse croissante et par des importations abondantes voire excessives financées sur crédits fournisseurs ayant accompagné obligatoirement le rééchelonnement de la dette extérieure du pays en 1990 (2), l'inflation repartit à la hausse en atteignant, déjà à la fin de l'année 2020, un taux de 5,60%, suivi des emballements des prix enregistrés depuis l'été 2021 et portant le taux d'inflation à 10,14% en mai 2023. (3)

Y participèrent, objectivement, le début du resserrement des crédits en devises à l'importation et du recours conséquent, plus massif, par les importateurs, au marché informel des devises (l'Euro essentiellement et le Dollar) et, aussi, la spéculation, pendant les périodes de "soudures saisonnières," qu'on n'arrive encore pas à maîtriser par une meilleure régulation qu'on n'a pas encore su efficacement mettre en place. Ce dont on subit les retombées au moindre dérèglement dans la production et/ou dans les approvisionnements et que seul le recours aux importations, décidé précipitamment avec ou sans paiement, rétablissent à des niveaux acceptables.

Les difficultés à résoudre l'équation "économie de marché et subventionne-

ment des prix aux niveaux de la production et de la consommation" expliquent, également, beaucoup de situations objectives ou fomentées par les différents intervenants au niveau de la production et/ou de la distribution.

C'est un intérêt majeur qui semble préoccuper les pouvoirs publics depuis 2020/2021 à aujourd'hui en 2024 et, inévitablement, pour les années à venir ; même si les cours du pétrole venaient longuement à s'améliorer. C'est, cependant, ce que le management politique qui est moins rigoureux que la gestion monétaire, n'accepterait pas d'admettre ; même si, la gestion du Pouvoir a bien ses propres lettres de souplesse dans des limites virtuellement maniables.

Car, tout prendre ou tout laisser ne tient pas compte de la nature malléable des faits économiques, financiers et du comportement des acteurs qui, eux, sont exclusivement déterminés par leurs étroits intérêts matériels et, à titre très accessoire, par certaines motivations morales collectives, tenant compte du poids pondérateur du citoyen.

Tortueuse quelle est, l'inflation traduit bien le grand désordre qui a caractérisé l'économie nationale. Elle semble, depuis 2020, refléter presque la succession des faits économiques du pays ponctués par les caprices immoraux et incorrigibles des spéculateurs, en dépit de la grande sévérité que consacrent la législation et la réglementation prises pour les réprimer. (4)

Les actions conjuguées de ces mesures coercitives, la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, l'instauration de l'allocation de chômage, le desserrage mesuré des flux d'importations ayant mieux achalandé les étals de la distribution et la poursuite plus

fournie de l'affectation de logements plus nombreux, à formules plus diversifiées et fortement soutenues par l'Etat, à côté d'une production agricole variée et abondante, ont eu raison de la conjoncture défavorable et des séquelles profondes qu'a laissées la pandémie Covid-19.

Ainsi, une dynamique de décélération de l'inflation est-elle observée dès le début du second semestre de 2023. L'inflation y est passée de 10,14% en mai 2023 à 7,84% en décembre 2023 contre 9,45% à fin 2022. Durant le premier semestre de 2024 le rythme d'inflation annuel a commencé à décélérer pour s'établir au mois de mai 2024 à 6,8%, selon le dernier bulletin de l'Office national des statistiques (ONS). L'inflation devrait poursuivre sa décélération durant l'année 2024 et en 2025. Les pouvoirs publics algériens veulent ramener le taux d'inflation à 4%, tandis que les Institutions financières internationales (Banque mondiale et Fonds monétaire international) tablent sur un taux d'inflation entre 6% et 7% pour la même période. (5) Avec l'entrée en production en 2024, des grands projets industriels d'huiles végétales et du sucre, avec un fort taux d'intégration d'inputs nationaux, il sera encore permis de mieux maîtriser les coûts de production et, par conséquent, des prix à la consommation.

Au-delà des effets négatifs sur le pouvoir d'achat des citoyens, l'inflation prive l'économie du pays de ressources qui auraient dû aller vers les investissements qui sont, entre autres, créateurs de richesses, de croissance, d'emplois et absorbeurs de chômage de nature à réduire le nombre des chômeurs qui émargent à l'allocation chômage.

A suivre...

Notes :

(1) Discours du Président de la République A. Tebboune à l'occasion de la fête du travail du 1er mai 2024.

(2) Mémoire du 30 mars 1995 conclu entre l'Algérie et les Institutions financières internationales (IFI).

(3) Mémoire du 30 mars 1995 conclu entre l'Algérie et les Institutions financières internationales (IFI).

(4) Loi du 29 décembre 2021 prévoyant des peines d'emprisonnement allant de 3 à 30 ans de prison et des amendes financières pouvant atteindre les deux millions de dinars.

(5) Mémoire du 30 mars 1995 conclu entre l'Algérie et les Institutions financières internationales (IFI).

Le vote comme acte de foi démocratique



Par Mustapha AGGOUN

Le vote est l'expression la plus concrète de la participation citoyenne dans une démocratie. Il incarne non seulement un droit, mais aussi un devoir moral, un lien indéfectible entre le citoyen et l'État. Voter n'est pas un simple acte mécanique, c'est un engagement profond envers la société, une affirmation de la volonté populaire qui, lorsqu'elle est exercée pleinement, donne toute sa légitimité aux institutions politiques. Dans ce cadre, l'idée que le vote soit dicté par un choix personnel convaincu est fondamentale. Chaque citoyen, en glissant son bulletin dans l'urne, fait entendre sa voix, contribue à orienter le destin de la collectivité et participe activement à la vie publique. Ce choix de voter pour tel ou tel candidat, ou pour telle ou telle option lors d'un référendum, doit être guidé par une réflexion personnelle profonde. Ce choix ne doit pas être le résultat de pressions externes, qu'elles soient sociales, économiques ou politiques. Il doit être le fruit d'une conscience éclairée, capable de discerner le bien commun et de juger de l'aptitude des candidats à répondre aux aspirations collectives. La conviction personnelle joue un rôle clé dans ce processus.

Voter en toute conscience, c'est voter en ayant pesé les arguments, en ayant analysé les programmes, et en ayant confronté ses valeurs personnelles à celles proposées par les candidats ou les partis en lice. L'abstention, bien que souvent critiquée, mérite une analyse nuancée. L'abstention peut être vue comme une forme de rejet de l'offre politique, un désaveu des candidats en lice ou du système électoral en lui-même. Toutefois, il est crucial de reconnaître que, si elle peut être interprétée comme une expression de mécontentement, l'abstention ne devrait en aucun cas influencer directement les résultats du scrutin. Sur le plan constitutionnel, les résultats électoraux doivent refléter la volonté des votants, c'est-à-dire de ceux qui ont choisi de s'exprimer par le vote. Si l'on donnait une influence aux abstentionnistes, on risquerait de créer un vide constitutionnel. En effet, permettre à ceux qui refusent de participer à l'acte démocratique de peser sur les résultats reviendrait à délégitimer le processus électoral tout entier. Cela équivaldrait à donner un pouvoir démesuré à ceux qui choisissent de ne pas s'engager, au détriment de ceux qui croient en l'acte démocratique et qui s'investissent dans la vie publique. De plus, permettre à l'abstention de peser sur les résultats reviendrait à créer une situation paradoxale où ceux qui s'abstiennent auraient, de fait, plus d'influence que ceux qui votent. Cette situation serait non seulement injuste, mais également dangereuse pour la stabilité du système démocratique. Elle ouvrirait la porte à un vide constitutionnel, un espace où le pouvoir serait laissé à ceux qui refusent de l'exercer activement. Une démocratie où l'abstention aurait un poids décisif serait une démocratie où l'inaction l'emporterait sur l'engagement, où le refus de choisir serait érigé en norme politique. Voter, c'est croire en la démocratie. C'est croire que, malgré ses imperfections, ce système reste le plus à même de garantir les libertés individuelles et de permettre à chacun de s'exprimer. Le vote est un acte de foi en l'avenir, un acte de responsabilité vis-à-vis des générations futures. C'est une manière de dire que l'on croit en la possibilité du changement, que l'on croit que chaque voix compte, que chaque bulletin est une pierre apportée à l'édifice commun. Le danger de l'abstention, c'est qu'elle érode progressivement cette foi en la démocratie. Si l'abstention devient la norme, si elle est perçue comme un moyen légitime d'influencer les résultats, alors c'est toute la structure démocratique qui vacille. Le vote perd de sa valeur, la participation citoyenne diminue, et le lien entre le peuple et ses représentants se distend jusqu'à se rompre. Pour que la démocratie reste vivante et dynamique, il est essentiel que chaque citoyen prenne ses responsabilités et participe activement au processus électoral. C'est ainsi que l'on peut préserver la légitimité des institutions et garantir la stabilité du système démocratique. Ne pas voter, c'est se priver de cette opportunité de peser sur le cours des choses, de contribuer à la construction d'un avenir commun. La force d'une démocratie réside dans la diversité des voix qui s'expriment, dans l'échange d'idées, dans la confrontation des points de vue.

Le vote est le canal par lequel cette diversité prend forme, se structure, et donne naissance à des politiques publiques représentatives de la volonté générale. En s'abstenant, on renonce à ce pouvoir, on laisse aux autres le soin de décider pour nous. Cela revient à céder une partie de sa souveraineté personnelle, à accepter de se laisser porter par les courants majoritaires sans tenter de les influencer. Il est donc impératif que chaque citoyen prenne conscience de l'importance de son vote, non seulement pour lui-même, mais pour la société tout entière. Chaque élection est une occasion de redéfinir les priorités collectives, de choisir la direction à prendre, de s'assurer que les valeurs que l'on défend sont bien représentées au sein des instances décisionnelles. Ignorer cette responsabilité, c'est affaiblir la démocratie, c'est risquer de la voir se transformer en un système où seuls les plus motivés, souvent les plus extrêmes, ont voix au chapitre. La démocratie n'est pas un acquis, c'est un processus en perpétuelle construction, qui nécessite la participation active de tous pour fonctionner de manière optimale. Le vote est l'outil par excellence de cette participation. Il permet de s'assurer que les décisions prises en notre nom reflètent réellement nos aspirations, nos besoins, nos rêves. C'est pourquoi il est essentiel que chaque citoyen, au-delà des désillusions, des déceptions, des frustrations, continue à croire en la valeur de son vote et à l'exercer avec conviction et responsabilité.

Alerte au BMS !

L'Office National de la Météorologie (ONM) a mis en garde, dans un bulletin météo spécial publié mardi, contre des orages dans plusieurs régions du pays. Dans une alerte de niveau 1 (jaune), l'office a indiqué que les précipitations sont attendues de 15 heures à minuit.



Par Cherif Ali

Les wilayas concernées, selon la même source, sont : Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Khenchela, Mila, Sétif, Bordj Badji Mokhtar, Batna, Biskra, Bouira, Médéa, Tissemsilt, M'Sila, Ouled Djellal, Djelfa, Laghouat, Tiaret, El Bayadh, Saida, Sidi Bel-Abbès, Tammanrasset et In Guezzam.

Dans notre pays au climat semi-aride, voire aride dans la majeure partie, la survenance d'inondations, par exemple, ne peut être qu'un paradoxe, mais quand cela se produit, l'impact est dramatique, autant sur les personnes que sur les biens.

Si certaines régions, comme la capitale ou l'est du pays sont concernées par ces risques, tout le territoire y est, en définitive, sensible : les wilayas de Bordj Bou Arreridj (1994), Adrar (octobre 2004) et janvier 2009), Béchar (2008), Ghardaïa (2008) et Biskra (2009) ont, en fait, les frais et leurs habitants ont gardé, à ce jour, des séquelles indélébiles.

En conséquence, la problématique des inondations doit être, à l'orée de cette basse saison, une priorité pour le gouvernement et, par extension, une urgence pour les 1.541 maires du pays qui seront au premier plan, en termes de prévention, d'intervention et de secours aux populations menacées;

Sont-ils, pour autant, préparés à ces échéances, sachant que près de 600 communes sur les 1.541 que compte le pays, nécessitent des opérations de mise à niveau en matière de moyens d'intervention et de lutte contre les risques majeurs ?

Les inondations survenues à Béchar, en 2015 par exemple, auraient pu être évitées si l'on avait pris la précaution de curer et de nettoyer l'oued qui traverse la ville.

Pour résumer, les maires et de façon plus générale les collectivités locales, doivent faire usage des outils de planification urbaine qui sont à leur disposition (le PDAU notamment) afin d'assurer la prévention du «risque inondation» en empêchant le développement de l'urbanisation dans certaines régions qui ne s'y prêtent pas.

Le laisser-aller, l'absence, parfois, de «plans Orsec» et les interventions conjoncturelles d'un personnel non formé pour la circonstance aggravent la situation, quand la catastrophe se produit. Les opérations d'entretien préventif, quand elles ont lieu, ne doivent pas, en principe, s'inscrire dans un calendrier saisonnier, dans la mesure où les calamités sont imprévisibles, n'ont cessé de répéter tous les spécialistes de la question qui, par ailleurs, font remarquer qu'en matière d'intervention, «la coordination interministérielle» doit revêtir, obligatoirement, un caractère intersectoriel, ce qui n'est pas souvent le cas et les résultats s'en ressentent. Il y a aussi le manque d'informations concernant «la consistance et l'état des moyens à mutualiser et à mobiliser» à l'échelon national et aussi «des ressources humaines à réquisitionner» quand la catastrophe touche une ou plusieurs wilayas, ce qui laisse perplexes les responsables en charge de coordonner les secours, en l'absence d'un fichier central informatisé.

Dans le même ordre d'idées, un responsable du ministère des Ressources en eau avait annoncé, il y a quelque temps, qu'un «Plan national de protection des villes contre les inondations avait été établi, dans le cadre d'une stratégie allant jusqu'à 2030». Plus encore, on a entendu parler «d'une étude sur le phénomène des inondations en Algérie et les moyens de réduire leur impact», financée par l'Union européenne pour un coût de 1,2 million d'euros. Simples effets d'annonce ou projets concrets, toujours est-il qu'aujourd'hui, les inquiétudes demeurent et l'esprit des citoyens est encore hanté par : 1.-Les inondations de Bab El-Oued (10 novembre 2001) et les torrents de boue qui se sont déversés dans l'oued principal du Frais-Vallon faisant 1.000 victimes et aucun responsable n'a été inquiété.

2.-Celles de Ghardaïa en 2008, quand des pluies diluviennes se sont abattues sur la région pendant 48 heures. En amont, elles ont trouvé comme réceptacle des oueds et de là, les eaux ont déferlé, débordé et emporté tout sur leur passage, à travers huit communes, dont celle située dans la vallée du Mzab, Ghardaïa ! Le bilan s'est soldé par 49 morts, des dizaines de blessés et autant de personnes traumatisées, sans compter les dégâts matériels qui se chiffrent en milliards !

Selon certains élus, en fonction à l'époque, l'effondrement d'une retenue collinaire construite en 2005 à l'oued Laadhira, dans la région de Djaref, à 20 km du chef-lieu de wilaya, serait à l'origine de cette catastrophe, les normes requises n'auraient pas été respectées dans la construction de ladite retenue, faite en gabionnage. Faut-il se résigner à penser que le «déchaînement des éléments» est seul responsable de ce qui s'est passé à Ghardaïa, mais aussi à Bab El-Oued ?

En France, des élus ont été poursuivis par la justice dans l'affaire dite du «procès Xynthia», la tempête qui a fait 29 morts, dans cette station balnéaire de Vendée, en février 2010, pour avoir signé des permis de construire pour des maisons de plain-pied qui auraient dû comporter un seul étage, en raison du risque fort de submersion de la digue, censée protéger les habitations. Les victimes se sont même portées partie civile !

Les deux anciens élus ont prétendu n'avoir pas pris connaissance du risque d'inondation, car celui-ci n'a jamais été, clairement, expliqué par les services de l'Etat, qui avaient, en outre, validé des permis de construire avant qu'ils ne soient autorisés par la commune.

En Algérie, pas de procès, encore moins de jugement !

Mais si, à Dieu ne plaise, il venait à se produire une quelconque catastrophe, dans une région où «on aurait fermé les yeux sur des habitations édifiées sur des conduites de gaz, ou des bâtisses construites dans des lits d'oueds, ou plus encore des travaux de réalisation ou de réfection bâclés par des entreprises non compétentes qui auraient impacté, gravement, sur des citoyens ou leurs biens», chaque responsable, direct ou indirect, de cette situation aurait à répondre de sa gestion, pour ne pas dire négligence !

A ce propos, beaucoup de citoyens s'interrogent sur la qualité des travaux entrepris, en 2014 et 2015, pour protéger la ville de Tammanrasset et les périmètres agricoles de sa périphérie sur les risques de crues des oueds; les ouvrages de protection des agglomérations n'ont pas résisté à la furie des eaux qui ont touché la région, il y a quelques jours, causant des dégâts et aussi des victimes parmi la population ! Ceci dit, il faut aussi reconnaître qu'en l'état, nos communes sont démunies devant ces périls ! La plupart d'entre-elles ne disposent même pas d'un «système d'alerte et d'information de la population». A cela, il faut ajouter le manque d'organisation des services de nettoyage et d'entretien ainsi que le laxisme de certains responsables locaux qui ne prennent pas les mesures d'anticipation qui s'imposent en cette basse saison et qui ne donnent même pas suite aux BMS qui leur sont transmis !

Il y a aussi tous ces oueds qui sont autant de bombes à retardement ; le dernier en date se trouve à Djelfa où une famille entière a été emportée par les eaux en furie !

Les oueds menacent nos villes et les alertes météo vont être fréquentes et il n'est pas question de se défausser sur les autres, comme l'a fait, par exemple, l'ancien maire d'Alger-centre dans un entretien qu'il avait accordé à un journal en ligne. S'expliquant sur les inondations provoquées par les premières pluies qui ont bloqué la circulation automobile pendant des heures, il a affirmé : «Je pense que cela s'est produit à cause des travaux qui sont en cours et notamment le sable utilisé dans les chantiers; il ne faut pas oublier aussi le manque d'effectif puisque ce jour-là, a dit le maire, il y avait une opération de relogement à Hai Erremli, et près de 70% des agents de Netcom et d'Asrout étaient sur les lieux pour assurer les déménagements des familles recasées».

A la question de savoir qui était responsable, le maire a pointé du doigt les entre-

prises SEAL et Sonelgaz «qui font la sourde oreille à nos réclamations en refusant de remettre en état les lieux quand elles interviennent sur la chaussée, laissant sur place les gravats qui obstruent les avaloirs et les égouts» ! Un autre président d'APC, celui de Tébessa, ville qui avait été submergée par la boue et inondée jusqu'à la moindre maison, n'a pas trouvé mieux pour expliquer la catastrophe que de dire: «Il n'y a pas eu mort d'homme, donc ce n'est pas si grave» !

A l'orée de chaque hiver, les Oranais aussi vivent le calvaire !

Le moindre déplacement, la plus petite des activités se transforment en épreuves titanesques : rues gorgées d'eaux, boue, gravats jonchant la chaussée et bloquant la circulation automobile est le lot des habitants de la ville.

Cette situation qui, hélas, se répète, est due généralement à l'inexistence des réseaux d'évacuation des eaux de pluie ou à leur vétusté. On parle, aujourd'hui, de projets d'aménagements hydrauliques et de réalisation de nouvelles digues et d'ava- loirs pour un coût de 12 milliards.

Est-ce à dire que les élus et les responsables locaux ont, enfin, pris leurs responsabilités, en matière de prévention contre les risques d'inondation ? Oui, semble-t-il, car la gestion du risque d'inondations est partagée entre l'Etat et les Collectivités locales.

Si l'Etat et les collectivités locales s'attachent aux mesures collectives, il revient, aussi, à chaque citoyen de prendre ses responsabilités, au regard des aléas auxquels il est exposé, en s'assurant lui et ses biens. A la décharge des communes, il faut dire, aussi, que les responsabiliser sur tout et rien, c'est quelque part, aller vite en besogne au regard de la faiblesse des moyens mis à leur disposition.

Dans l'absolu, que peuvent faire les collectivités locales devant le «dérèglement climatique» qui touche l'ensemble des pays du bassin méditerranéen ?

Anticiper les événements, alerter les populations, secourir les sinistrés, les reloger même provisoirement, c'est, pourtant, leur rôle pour peu qu'elles en aient les moyens !

Un mot aussi sur la Délégation nationale aux risques majeurs qui doit avoir «une vision prospective et anticipative sur les aléas naturels» pour éviter que les feux de forêt et les inondations enregistrés ces dernières années ne se reproduisent !

Nos communes, aujourd'hui, se meu- rent et plongent davantage dans les problèmes du quotidien financés, majoritairement, par les subventions de l'Etat. L'économie locale, par exemple, est quasi inexistante dans le processus de développement initié par l'Etat où un manque est perceptible en matière de management, de stratégies et de capacités d'anticipation, de création d'entreprises locales, de valorisation des ressources, du patrimoine et des revenus fiscaux !

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales avait, pourtant, intégré dans la stratégie de son département, outre «l'amélioration des services publics» qui était, pour lui, une exigence et qui est devenue aujourd'hui une réalité, la nécessité d'enclencher «un plan de réforme des collectivités locales» susceptible de les doter en nouveau mode d'organisation et de gestion, en mécanismes et outils, de manière à leur permettre de réaliser leurs objectifs.

Brahim Merad a surtout musclé son discours à l'adresse des responsables des Collectivités locales leur demandant de se muer, en «managers créateurs de richesse et d'emploi».

Cela passe, nécessairement, par le changement des mentalités, l'engagement des responsables locaux, la dépénalisation de l'acte de gestion, mais également et surtout, par la «réforme des finances et de la fiscalité locale» !

Celle-là même qui permettrait aux maires de «se remettre à flot» en valorisant leur patrimoine, et ainsi profiter de leurs ressources et gisements fiscaux pour monter des projets et les financer sans recourir aux subventions de l'Etat !

Cela nécessite, bien évidemment, «une réforme consistante des codes communal et de wilaya», tâche dévolue au ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et ses experts.

À l'occasion des élections présidentielles

Il y a des tribus, pas des classes... sinon quoi ?

Par Derguini Arezki

1re partie

ÊTRE AU MONDE. Quand nous entendons parler les experts occidentaux de l'Algérie, c'est d'une société abstraite du monde qu'il est question. Une façon de lui imputer tous ses torts. Ils définissent le rapport de l'Algérien à lui-même indépendamment de son rapport au monde ; grossière erreur, on ne se définit pas hors du monde. Les Algériens ont été violemment interpellés par le monde, certains diront qu'ils ont été tirés brutalement de leur sommeil. Ils s'efforcent de lui répondre comme ils peuvent. Ils ne se pensent pas uniquement par rapport à leur pouvoir politique dont ils peuvent accepter par ailleurs la qualification d'autoritaire qui en est faite. Le monde leur laisse-t-il d'autres choix ? De même, le pouvoir politique n'exprime pas une nature sociale, un rapport à soi, mais des rapports de forces internes et externes. Les Algériens se pensent et se définissent donc dans le monde, et non pas sans le monde et ses offres. C'est avec le monde et ses propositions que le pouvoir politique est ce qu'il est aujourd'hui : un État hobbesien^[1]. Les Algériens s'efforcent de penser la façon dont ils peuvent être et devenir dans le monde. Et cela, se penser dans le monde et avec le monde, il faut l'avouer, n'est pas très simple et peut être simplifié outre mesure. Les autoroutes que l'on a construites pour nous conduire n'ont pas mené à bon port. Pour sortir de l'ornière, il nous faut faire preuve d'innovation.

DROITS POLITIQUES ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Droits et liberté. Que pensent les Algériens de la démocratie que leur propose le monde éclairé ? Ceux qui ont tendance à la prendre comme pure finalité ne sont pas les plus nombreux. Selon la nomenclature que lui propose le monde éclairé, le nombre est d'accord pour mettre ses droits sociaux et économiques avant ses droits politiques, cela devrait suffire à relativiser le désir qu'on leur prête de démocratie. Mais pourquoi et comment sépare-t-on les différents droits ? Les prendre comme l'histoire occidentale les a différenciés ? Que leur apporteraient des droits politiques tels que définis par la nomenclature occidentale ? Sont-ils des bourgeois ou des riches qui réclament le respect de leur propriété et le droit d'en disposer à leur gré et pour cela voudraient sacrifier la propriété privée exclusive ? La tribu ne veut plus, et celle d'antan n'est plus pour réclamer ses droits collectifs sur la terre, elle ne veut plus vivre du travail de la terre ; la propriété privée absolue n'est pas pour elle au fondement du droit et de la liberté. L'appropriation privée a été d'accointance avec la colonisation. Elle est ici du vol manifeste (appropriation privée du bien collectif devenu public que l'ancienne propriété collective semble comme, de manière souterraine, légitimer) dirait Proudhon. Les droits politiques ici ne consistent pas à défendre la propriété privée exclusive sans laquelle pas de liberté, mais une appropriation collective sans laquelle pas de liberté. Droit à l'eau, à l'électricité, à la route, à l'école, au centre de santé, etc. Les droits et la liberté d'en disposer ne passent ici par l'appropriation privée, mais par une réappropriation collective. On a vou-

lu la tribu morte, la ville moderne l'a enterrée, mais peut-être s'agissait-il de la tribu d'un autre âge. Car la ville a su accueillir la tribu, si nous voulions bien voir. Il nous en coûte de ne l'avoir pas vu. Alors que dans la tribu l'appropriation collective n'excluait pas et comprenait l'appropriation privée, la société ne sait pas transformer l'appropriation étatique en appropriation privée complémentaire.

DROITS ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Le pouvoir politique est certes autoritaire selon les canons de la science politique occidentale. L'armée constitue certes la colonne vertébrale de la société et de fait le régime peut être caractérisé comme autoritaire, mais cela d'abord parce que la société ne pouvait pas compter sur d'autres hiérarchies sociales. L'individu armé de ses droits naturels n'émerge pas de nulle part, il a une histoire. Les droits naturels de l'individu dans la société segmentaire ne sont pas en substance différents de ceux de la société industrielle, mais leur contenu n'est pas défini par le même processus d'individualisation. L'individu n'est pas doté partout des mêmes droits et devoirs, des mêmes capacités. Et l'armée peut-elle être contre la société parce que le régime est autoritaire ? Elle n'est pas d'une autre race ni d'une classe différente. Ou seulement parce que les libertés individuelles ne sont pas garanties ? Oui, les libertés individuelles de la nomenclature occidentale ne sont pas garanties, mais si l'on ne sépare pas l'individu de son milieu, ne peut-on pas se demander quel État de droit pourrait leur garantir ? Pas celui de n'importe quelle société. Donnez-nous vos policiers (pas les racistes), vos juges et vos prisons, votre économie pour les entretenir et on vous donnera vos libertés individuelles. Pensez-vous qu'une libéralisation qui commencera par dégraisser l'État de ses fonctionnaires garantira davantage les libertés individuelles ? Dites plutôt les libertés du capital. Fondamentalement, afin que les libertés individuelles soient au fondement de la société, il faudrait que les processus d'individualisation (ceux qui forment les individus) aient atteint un certain développement, que chacun puisse vivre de ses échanges marchands avec chacun, et qu'ils soient ainsi en cohérence avec les processus de socialisation, ceux qui font faire société, des individus semblables, interchangeables. Individu et société ne doivent pas être étrangers l'un à l'autre, comme ils tendent à l'être dans une société qui perd sa substance, mais l'un dans l'autre, se complétant, les processus d'individualisation s'approfondissant dans le processus de socialisation. L'individu ne s'affranchit pas des interdépendances sociales, il s'y déploie, il monte en capacités en les multipliant. Son autonomie, disons plutôt son importance, dépend de la place qu'il occupe dans le jeu de ces interdépendances et de ce qu'elle lui rapporte.

PROLÉTAIRES ET DROITS INDIVIDUELS

Il n'y avait plus de tribus, de groupes cohérents, pour faire face au libéralisme et au socialisme que le monde proposait. L'Algérie avait perdu sa formule propre (ce que nous sommes et ce que nous voulons devenir) sous le coup des expropriations foncières massives et la pression puissante et désarmante de la

modernité. Nous avons été littéralement happés. Avec une telle prolétarisation de la population, l'autoritarisme (l'État hobbesien) était le chemin le plus court pour construire comme à partir de rien un ordre public. Plus de tribus, pas de marché, de propriétaires et de marchands, de lettrés pour partager la puissance. Le tout semblait devoir être administré par un seul centre pour être cohérent. Les tribus qui ont récupéré (racheté souvent au prix fort) leurs terres pendant la colonisation sont celles qui ont su le mieux faire face à la modernité. Voilà donc comment un État omnipotent a pris sa place dans le cœur des Algériens. De lui tout a été attendu. Nous ne sommes rien, il est tout. Et cela nous le devons non pas à des despotes, mais au colonialisme pour qui nous ne comptons pour rien, et à la modernité.

DROIT POLITIQUE ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Les droits naturels de l'individu précolonial, plus naturels que ceux dits imprescriptibles par la modernité, ont été pulvérisés par la puissance coloniale. L'ensemble de ses droits, droits politiques, droits économiques et sociaux ont été broyés. Le paquet précolonial de «droits naturels» était cohérent, celui politique allait avec celui social et économique. L'individu était propriétaire individuel et citoyen de sa communauté (tribu, village ou douar) comme propriétaire collectif. Dans les cités des démocraties antiques exemplaires, seuls les propriétaires étaient citoyens, propriétaires collectifs de la cité. Ne jouissaient du droit politique que ceux qui possédaient, disposaient du droit économique et social de propriété. Seuls ils pouvaient posséder le loisir de gérer la cité. Comment du reste celui qui peine à s'occuper de lui-même, esclave de la nécessité, aurait-il le loisir, la liberté, le pouvoir de s'occuper des autres ? Dans les démocraties plus égalitaires (que j'ai appelé ailleurs civilisations villageoises), et par conséquent aux fonctions politiques moins complexes, tous les individus étaient propriétaires, mais propriétaires et travailleurs, avaient donc un pied dans la nécessité, un autre dans la liberté. La vie politique avec une division sociale du travail quasiment au ras du sol, s'en trouvait simplifiée. Ce sont ce genre de sociétés qui ont eu à faire face à l'irruption brutale de la modernité avec son paquet d'innovations.

À l'indépendance, les longues années de confrontation avaient défait les anciennes structures sociales, l'individu avait à faire désormais non plus avec le village, le douar et la tribu, mais avec la ville et le centre de regroupement. Il avait à faire avec une division sociale du travail complexe, au rez-de-chaussée de laquelle la colonisation l'avait maintenu. Son paquet de droits était à refaire. Du paquet d'innovations, il retint celles auxquelles il ne pouvait résister, mais il refusa celle de la propriété privée. Contrairement à l'individu bourgeois des sociétés monarchiques, liberté n'était pas associée à propriété privée exclusive. Car qui s'agissait-il de libérer et de quoi ? Selon la nomenclature occidentale, il se retrouvait avec un paquet diminué du droit politique, car le droit politique n'était pas là pour défendre des droits économiques et sociaux, mais pour les obtenir. Ses collectifs étant défaits, il se confia donc non pas à l'initiative privée, mais à la puissance publique. Ce fut de la puissance publique qu'il fut attendu de garan-



DICHOTOMIES ET DISPOSITIFS DE POUVOIR CONTRARIANTS

tir les droits économiques et sociaux et non à la propriété privée. Il fallait choisir entre appliquer tout le paquet de droits, accorder le droit aux propriétaires d'user et d'abuser de leur propriété, autrement dit aux riches propriétaires et au marché (la dépossession de la société étant quasiment générale) ou accorder des droits économiques et sociaux aux dépossédés, autrement dit un emploi, un logement, une éducation, des soins. Tout cela s'entend donc des droits dits modernes. On ne pouvait rétablir la citoyenneté par la propriété (libéralisme), mais on voulait l'établir par le travail pour assurer des droits économiques et sociaux (socialisme). D'évidence les droits politiques des anciens indigènes ne pouvaient s'apparenter à ceux des bourgeois, ni les droits politiques des bourgeois garantir, s'apparenter, aux droits économiques des anciens indigènes.

TRAVAIL ET PROPRIÉTÉ

Et on en est encore là, travail et propriété, travail et capital, restent dissociés. Les appropriations collectives (publique) et privées ne se transforment pas en accumulation privée et collective. On a voulu faire du travail, mais pas des propriétaires. Puis on a voulu faire des propriétaires, mais on n'a pas obtenu du travail (savoir-faire). On a fait du mauvais travail et de mauvais propriétaires. Le paquet de droits dissocié ne peut se compléter, les droits économiques et sociaux ne peuvent durer longtemps sans le support de forces et de droits politiques. Derrière des droits, il y a des forces. Une «armée de travailleurs» ne peut aller sans une armée d'entreprises, une armée d'entreprises sans une armée de capitaux. Le travail sans la propriété (qui s'approprie quoi et comment ?), le capital objectivant le savoir-faire du travail et le retournant contre le travail ou rendant inutile son savoir (comme avec les machines à sous), ne peuvent qu'appauvrir le travail. Les riches ne servent pas les pauvres, mais les plus riches qu'eux. Ils ne tiennent pas la chaîne de la richesse par ses deux bouts. Ils appauvrissent le travail, le vide de son savoir-faire au lieu de l'enrichir. Nous n'avons pas encore trouvé la bonne formule qui fasse que les différents droits de la société se soutiennent mutuellement au lieu de s'exclure. Les différents droits s'opposent et se soutiennent comme s'opposent et se soutiennent différentes forces.

En vérité le militaire est dans un clair-obscur. Son unité de principe avec la société reste théorique. Il tient son unité de principe avec la société de la différenciation sociale issue du combat de libération nationale, il tient son opposition à la société du dispositif institutionnel que met en place l'assumée dichotomie civil et militaire, comme il le tient de la rupture de la société avec son histoire (nous ne sommes plus qu'une société en retard). Bref, cela est le résultat des institutions que la société a adoptées et qui la tiennent hors d'elles. Il faut remettre le parlement dans la société, puis-je oser comme métaphore. Le parlement va dans la société, chaque fois que la société ne va pas au parlement et qu'elle doit y aller. Chaque fois qu'elle ne supporte pas ce que l'on a décidé pour elle. C'est cela qu'illustre le Hirāk.

À propos d'institutions importées, j'aime rappeler l'exemple de l'institution judiciaire qui impose un juge dont le justiciable ne comprend ni l'autorité ni la langue. Nous étions tellement perdus, que nous avons accepté de ne plus être partie prenante de la justice. Nous avons accepté d'être modernes. Du copier-coller d'une institution étrangère (une nation, une langue, une loi, une justice d'origine monarchique), nous qui étions habitués à une justice de médiation. Une mauvaise professionnalisation (un encasernement du civil fait un militaire), un modèle importé dichotomique qui fait que la société n'est plus dans l'armée et l'armée dans la société, qu'ils n'ont plus le même combat, la même respiration. L'autoritarisme commence avec les modèles d'institutions que l'on a imposés à la société qu'elle n'a pas su, pu ou voulu investir.

Il se perpétue avec une société qui n'arrive pas à en faire ses dispositifs de pouvoir, mais cela trop d'experts étrangers ne veulent pas y penser. Seules les institutions qu'ils préconisent sont bonnes ; si elles ne sont pas universelles, il n'y en a pas de meilleures.

A suivre

NOTES :

1. Le gouvernement, selon Hobbes, doit découler d'un pacte de chacun envers chacun – et non pas envers le souverain – où tous cèdent au souverain leur droit de se gouverner eux-mêmes et leur liberté afin que la volonté du souverain ramène les volontés de tous les individus à une seule et unique volonté.

Démocratie française

Par Hadj Ahmed Bey

Pourtant, depuis des années, un matraquage en règle faisait de Mélenchon l'ennemi public numéro un : Antisémitisme, immigrationnisme, anticapitalisme compulsif, eurosceptique infantile, incorrigible antiaméricain primaire...

Les principaux médias dirigés par des milliardaires dont certains sont notoirement xénophobes, sionistes et atlantistes ont mis le paquet. Rien n'y a fait. Une part importante du peuple de France a donné crédit à des hublerlus fantaisistes, des romantiques immo-dérés, des sans-culottes incurables.

Tout le monde politique français « raisonnable » s'accommodait de l'idée d'un triomphe du Rassemblement National, annoncé depuis longtemps (auquel F. Mitterrand avait déroulé le tapis rouge), et avait préparé des passerelles et des consensus autour de l'« essentiel ».

Les électeurs, de plus en plus nombreux, pas seulement du RN, ont été convaincus que leur quiétude, leur prospérité, leur sécurité... et même la pureté de leur destin individuel et collectif héréditaire et séculaire étaient menacés par des vagues de barbares miséreux, méchants et envieux, entassés à leurs frontières, et que, seul, le RN était à même de les préserver du chaos.

Il est hors de question de voir la France gouvernée par un Syriza ou un Podemos. On ne va tout de même pas confier la Patrie des Droits de l'homme, le Panthéon et les clés de l'Hôtel Matignon et du Palais de Versailles à un Tsipras, à un Varoufakis ou à un Iglesias...

Pour se sortir de ce piège et tenter de briser les liens entre les membres du NFP, les spins doctor de l'Elysée ont sorti de leur chapeau une idée simple : les partis qui gravitent autour de Jupiter (qui ont tout perdu aux élections européennes et aux législatives) seraient disposés à accepter de former une large coalition avec les socialistes, les verts et même avec ce qui reste des communistes français.

A une seule condition : qu'ils se débarrassent de leurs liens avec les LFI. Tout est fait alors pour tenter d'utiliser les « éléphants » sortis de la naphthaline socialiste pour tenter (jusque-là sans effet) d'opérer un coup d'Etat interne au PS pour en éliminer Olivier Faure et ses compagnons favorables à leur alliance au sein du NFP. L'alternative est le suicide. Le PS n'évitera sans doute pas ce naufrage dès la trahison de juillet 1983 confirmée successivement depuis, pressé aujourd'hui par le soldat Macron aux abois, quelle que soit la tournure des événements à venir.¹

En attendant, aux prochaines élections (les municipales en 2025), les socialistes et les Verts qui prendraient le risque de rejoindre le macronisme en perdition partageraient le sort des espèces éteintes, en compagnie des diplodocus et des australopithèques qui ont perdu l'usage de la station droite. Aux Européennes, les Verts ont été vampirisés par un opportuniste qui s'est fait passer pour un socialiste. Inutile d'évoquer le cas du corbillard communiste. C'est pourquoi le NFP est resté sourd et inoxydable, imputrescible et imperméable.

Les LFI, les autres membres du NFP, ont pris acte de ce que ni le Président, ni les autres partis du Centre n'accepteront de membres de LFI au sein d'un éventuel gouvernement NFP.²

C'est dans ces conditions que Mélenchon va sortir un atout-maître de sa manche et bousculer le Landerneau des cloportes. Il prend à contre-pied ses opposants et, puisque le taulier de l'Elysée ne veut pas entendre parler d'un gouvernement « pollué » par les Insoumis, il propose dimanche 25 août de retirer son parti d'un gouvernement dirigé par Castets.

Les partis du président accepteraient-ils alors de ne pas censurer un gouvernement ?

Un coup de maître qui plonge l'Elysée et tous les autres partis dans l'embarras le plus profond, même ceux qui ne sont pas concernés par ses propos (à savoir LR et RN). Et dans une certaine mesure (pour ceux qui savent lire) les communistes, les socialistes et les Verts.

La réponse ne s'est pas fait attendre et

La France vit une expérience unique qui excite la curiosité de ses voisins proches et lointains. La « surprise » du second tour des élections législatives (07 juillet), propulsant au premier rang le Nouveau Front Populaire, a fait l'effet d'une bombe en France et en Europe. Tous les observateurs bienveillants et déçus attendaient l'arrivée de Bardella à Matignon.

confirme les véritables raisons de ses opposants. E. Macron a pris soin de ne pas réagir à chaud et a laissé à d'autres le soin de le faire pour lui, avec la collaboration active de la plupart des médias pour brouiller les cartes et entretenir l'amnésie très régulièrement sollicitée des électeurs.

A L'UNANIMITÉ DES PERDANTS

C'est en effet bel et bien le programme et pas seulement le NFP qui pose problème. Ce faisant, il fait l'impasse sur le suffrage de millions de Français qui ont placé le NFP en tête. Oubliant de plus, au passage, que le retrait du NFP au second tour des législatives a permis l'élection de nombreux députés LR et des partis qui gravitent autour de l'Elysée quand ils se sont retrouvés face à des candidats RN.

L'inconséquence macronienne n'a ni mémoire ni décence. « *Les partis politiques de gouvernement ne doivent pas oublier les circonstances exceptionnelles d'élection de leurs députés au second tour des législatives. Ce vote les oblige* », communique l'Elysée. 86 députés oublieux et ingrats doivent leur survie au Front Republicain.³ C'est démocratique ça ?

LFI fait ainsi l'unanimité contre lui : Droite républicaine ex-LR, la galaxie macronienne défaite le 07 juillet et leur allié caché à l'extrême France. Même le patronat réuni en conclave à Longchamp ce lundi 26 août, s'inquiète de l'arrivée prochaine des « Bolchéviks » à Matignon. Le patron du MEDEF a même eu un mot de compassion pour le RN et « *a regretté qu'[il] n'ait aucun poste de responsabilité à l'Assemblée nationale : on pense que l'on veut du RN, il n'y en a pas moins 11 millions de nos concitoyens qui ont voté en sa faveur, ça mérite de l'intérêt, de la considération* ». (AFP, mardi 27 août 2024)

Au mot près, tous ces partis donnent les mêmes raisons pour s'opposer à l'idée que le NFP puisse accéder à Matignon et diriger le pays, fût-ce le temps d'une séance à l'Assemblée Nationale.

A la sortie de l'Elysée, invitée par le Président pour consultation, Marine Le Pen déclare ce que le Président voulait lui faire dire, et affirme hautement avec ses quelques dizaines de députés, que son parti voterait « *une motion de censure à l'égard d'un gouvernement du Nouveau Front populaire* ». Un gouvernement sans ministre insoumis « *ça ne change strictement rien* », car le NFP « *est dirigé par la France Insoumise, (...) le plus brutal, le plus violent, le plus excessif, le plus outrancier est celui qui impose sa loi* ».⁴

N'y avait-il pas d'autres sujets plus importants que le parti qui prétend au gouvernement de la France se devait de soumettre au chef de l'Etat, que de s'occuper du sort d'un parti rival et comploter à l'insu de ses électeurs, pour le vilipender et l'exclure du corps politique ?

DU HAUT DE SON OLYMPE, JUPITER CONTEMPLER LE CHAOS QU'IL A PROVOQUÉ

Puisque tous les partis et coalitions sont minoritaires, puisqu'aucun parti n'est majoritaire et qu'aucun d'entre eux ne peut prétendre à une gouvernance stable, menacée à tout moment par une motion de censure, il ne reste plus qu'une solution : déclarer Macron vainqueur unique par défaut et continuer, seul, à gouverner la France.

Cela présente beaucoup d'avantages.

La France, sous contrainte budgétaire, fera de substantielles économies de gestion : plus de salaires à distribuer à des ministres. Le gouvernement de la France n'aura pas besoin de débats et de délibérations. Le président, toujours seul, n'aura besoin de personne pour prendre des décisions. Plus de bureaucratie, plus de réunionite chronophage et dispendieuse, plus de contradictions. Ce sera rapide, cohérent et surtout économique.

Mais s'agira-t-il toujours d'une démocratie ?

A LA RECHERCHE DU MOUTON À CINQ PATTES

De toute cette confusion, de toutes ces combinaisons, de toutes ces acrobaties, le pantin élyséen, à défaut d'une majorité législative, croyant sauver ses donateurs d'ordres, est parti à la recherche d'un homme providentiel, avec un profil à la fois neutre et politique, expert et engagé, expérimenté et visionnaire, français et européen, hexagonal et atlantiste... enfin un homme dont la compétence a été éprouvée à divers postes en France et dans les institutions européennes pour négocier avec ses homologues la très difficile situation de son pays.

Il n'en existe pas en vente, disponible en grand nombre d'exemplaires chez Amazon ou chez eBay, mais on peut songer à quelques-uns. Des Michel Barnier ou des Thierry Breton par exemple. Les caméléons, descendants d'Edgar Faure ne manquent pas dans le paysage.

Il y a le cas unique, celui d'un petit malin qui passerait entre une affiche et un mur sans décoller l'affiche. Ancien ministre des Finances, ancien commissionnaire à Bruxelles, ancien socialiste (l'a-t-il été un jour ?) à la retraite, militant aussi indéfectible que discret du sionisme et de l'atlantisme, en praticien roué de la sociologie politique à l'ombre des Jospin, des Ayrault et des Hollande, vague réminiscence du fantôme de F. Mitterrand.

N'est-ce pas ce génie incolore, inodore et sans saveur qui déclarait, il y a peu : « *Réduire la dette n'est ni de gauche ni de droite, c'est d'intérêt général* » (Les Echos, L. 15 juillet 2024) ?

L'énergumène, à la colonne souple et adaptable qui serpente avec adresse entre les lois et les réglementations sait, mieux que beaucoup d'autres, remplir le vide avec le vide.

DE LA DÉMOCRATIE

Les Assemblées Nationales ne sont pas une machine à fabriquer du consensus autour d'un programme moyen qui convient à tous.

Le conflit est le mode normal de la dynamique sociale. Il est constitutif de toute collectivité humaine précisément parce que les intérêts, la production de richesses et leur répartition oppose structurellement les uns aux autres. L'Assemblée réunit des intérêts antagonistes que le suffrage des citoyens arbitre. Il est le lieu où les représentants du peuple remplacent les soldats et les canons et où la parole remplace les balles et les obus.

Civiliser la violence ne signifie pas la faire disparaître. La Constitution est une caténation de règles qui en administre l'arbitrage, pas un labyrinthe procédurier pour « bavards » professionnels.⁵

Si la solution à la crise politique française, du fait du comportement erratique d'un président (pourquoi ne pas le dire ?) égotique, immature et incompetent, n'est pas trouvée par l'application des règles constitutionnelles ou bricolée prestement de manière pragmatique dans les tractations de couloir, il est alors possible que la France connaisse une grave « rupture démocratique », c'est-à-dire l'effondrement du mur symbolique à très haute valeur ajoutée politique qui sépare l'Assemblée des élus du peuple souverain de la rue.

Rien alors n'empêchera les électeurs de répudier leurs représentants et de prendre leur destin en main. La France en a connu d'autres...

Le 23 février 1981, Antonio Tejero Molina, alors le capitaine de la Garde civile espagnole, nostalgique du régime franquiste a fait une intrusion armée au sein de l'Assemblée des Cortès.

Il aurait suffi de peu pour que la violence de la société fasse disparaître ce que Périclès il y a plus de 2 400 ans avait imaginé pour sauver Athènes d'elle-même et dont Socrate, lucide, avait dénoncé les perversités et en avait payé le prix de sa vie (lire le livre VII de « La République » de Platon).

NOUVELLE DÉMOCRATIE CENSITAIRE : PAS DE DÉMOCRATIE POUR LA « RACAILE »

Derrière tout ce désordre institutionnel qui interroge la légitimité des gouvernants, les vrais enjeux sont cachés aux citoyens.

Les conditions de la production et du partage des richesses sont au cœur de la crise politique en cours. On peut même ajouter que la France est un laboratoire expérimental en ces termes observé par toute l'Europe.

A cette époque, une pensée « audacieuse et lumineuse » (imaginée par Emmanuel-Joseph Sieyès) que reprend sans le dire l'Elysée et tous les partis alignés contre le NFP, pour maintenir les représentants du capital à la direction de l'Etat et le soustraire à toute remise en cause, a été de supprimer le suffrage universel et de lui substituer un suffrage censitaire par lequel seuls les citoyens dont le total des impôts directs dépasse un seuil, variable selon l'humeur du moment, appelé cens, sont électeurs.

Cette question est enchaînée dans une autre question qui lui sert de masque : la question des banlieues de la République. Au XIX^{ème} siècle, à l'époque de la révolte des Saint-Simoniens, on les appelait les « faubourg », là où s'entassait la misère et les « déchets » de la Révolution industrielle que décrivait l'entomologiste E. Zola. Les mêmes mots sont utilisés aujourd'hui pour décrire la discrimination urbaine qui se poursuit en France et en Europe.

NOUVELLE RÉVOLUTION FRANÇAISE

Aujourd'hui, les pauvres, les prolétaires de naguère, les juifs des ghettos européens, les minorités religieuses, culturelles, sont surtout les étrangers et les descendants de plusieurs générations d'étrangers. Ce sont les nouveaux sans-culottes qui exigent d'être reconnus comme citoyens à part entière et que les lois de la République et de la démocratie soient indistinctement respectées.

Le tour de passe-passe, à l'origine du succès (très relatif) du Rassemblement National, a été d'introduire un coin entre les indigents et de persuader les Français de condition modeste, exploités comme les autres (on a servi naguère le même discours aux « petits blancs » dans les colonies), qu'ils sont menacés par les « hordes de gueux », de « parasites » venus du tiers-monde qui veulent les dépouiller du peu de SMIC que leur concède leurs exploiters.

C'est pour tout cela que le NFP et en particulier LFI sont repoussés comme « partis de l'étranger », mais en réalité comme acteurs de l'histoire pour la défense de la justice, l'égalité en droit et de l'équité. A ce titre, tous les Français sont indifféremment concernés. C'est évidemment le « programme » qui est en procès. Le NFP, chacun l'a compris depuis longtemps, n'est qu'un prétexte.

Que vaudrait la démocratie sans la République ?

- 15 août 1877, Gambetta lance à Mac-Mahon : « *Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre*. »

- Le 13 décembre Mac-Mahon se démet.

Notes :

1- Cf. « *Les derniers jours du Parti Socialiste* ». Roman de Aurélien Bellanger, Seuil 2024, 480 p.

2- Le NFP, plus que quatre partis, regroupe 17 organisations de gauche de tailles diverses. Il est soutenu par plus d'une vingtaine d'autres. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Nouveau_Front_populaire)

3- Franceinfo, mardi 09/07/2024.

4- La collusion macroniste avec le RN ne date pas de ce jour. La présidente sortante de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet a été accusée d'avoir « *pactisé avec le RN* » pour conserver sa place au Perchoir. (AFP, S. 13/07/2024). Entre les deux guerres mondiales, les élites politiques et économiques allemandes (et européennes) avaient aussi pactisées avec les « monstres » pour ne pas perdre leurs privilèges. Cela avait coûté plus de 70 millions de morts.

5- Par exemple, aux Etats-Unis, les avocats représentent près des deux-tiers des élus du Sénat et de la moitié de ceux de la Chambre des représentants.



Comment l'Europe qui se trouvait au bon endroit et au bon moment a pu tirer un formidable profit de sa révolution industrielle du XVIIIe et XIXe siècle pour se développer et s'étendre sur le monde ? Cette expansion s'est soldée par une domination sur les trois-quarts de l'humanité : le continent américain (Amérique du Nord et du Sud), l'Australie, l'Afrique, le monde islamique et une grande partie de l'Asie.

Islam politique et gisements de pétrole au Proche et au Moyen-Orient

Deux «contingents de la Raison dans l'histoire»

Par Medjdoub Hamed *

Pareillement, le monde de l'islam va se trouver au bon endroit et au bon moment pour changer le rapport des forces dans le monde. Comment cette transformation a-t-elle pu s'opérer ? Comment le monde islamique qui venait d'accéder à l'indépendance dans les années 1950 et 1960, dépendant de tout sur le plan économique de l'Occident, de l'URSS et de la Chine, qui ne produit que des matières premières et du pétrole, va moins de trente ans plus tard influencer sur la marche de l'Histoire ?

Dans une étude confidentielle (déclassifiée en 1979) publiée le 14 février 1946 par le service militaire de renseignement du Département américain de la Défense, il est dit : «À de rares exceptions près, les États [du monde musulman] sont marqués par la pauvreté, l'ignorance et la stagnation. Ce monde est plein de mécontentement et de frustration, mais aussi d'une conscience exacerbée de son infériorité et de détermination à obtenir certaines améliorations.

Deux aspirations fondamentales s'opposent ici de front, et cette confrontation est génératrice de conflit. Ces aspirations se révélèrent dans les comptes rendus quotidiens de tueries et d'actes de terrorisme, de groupes de pression dans l'opposition ainsi que de nationalisme brut et d'expansionnisme pur présentés comme des manœuvres diplomatiques.»

Le rapport explique ensuite ces deux aspirations et commence, à juste titre, par se concentrer sur le lourd contentieux hérité de l'époque pré-moderne. «La première de celles-ci, c'est la puissance qui fut la leur et qui leur permit non seulement de régner sur leurs propres terres, mais aussi de vaincre la moitié de l'Europe. Et ils souffrent de constater leur dénuement économique, culturel et militaire actuel. Ainsi, leur conscience collective est soumise à une pression croissante. Les Musulmans veulent reconquérir leur indépendance politique par tous les moyens possibles et tirer eux-mêmes profit de leurs propres ressources. (...) Bref, la région est affligée d'un complexe d'infériorité, et ses actes sont aussi imprévisibles que ceux de tout individu sujet à de telles motivations.»

L'autre aspiration fondamentale est d'origine externe. «Les grandes puissances et celles qui le sont presque couvrent les richesses économiques de la région musulmane et veillent aussi sur certains de ses points stratégiques. Leurs actes sont également difficilement prévisibles, car chacune de ces puissances se trouve dans la position d'un client qui s'empresse de faire ses achats parce

qu'il sait que la boutique va être cambriolée sous peu. Dans une atmosphère aussi saturée des gaz inflammables que sont la méfiance et l'ambition, la moindre étincelle pourrait provoquer une explosion touchant tous les pays impliqués dans le maintien de la paix mondiale.» L'introduction conclut par une justification de cette analyse : «Une bonne compréhension du monde musulman ainsi que des tensions et des contraintes qu'il subit est donc un élément indispensable du travail de base des services de renseignement».

Précisément, les pays arabes se trouvent dès leur indépendance confrontés à la compétition Est et Ouest et à l'implantation de l'État d'Israël par la force en Palestine, en 1948. Très en retard sur le plan économique et industriel suite à la longue nuit colonisatrice, ils ne pouvaient apporter une réponse ferme aux deux grandes puissances, les États-Unis et l'Union soviétique, sortis vainqueurs du Deuxième Conflit mondial. D'autre part, la division des pays arabes en régimes monarchiques, alliés des États-Unis, et en régimes nationalistes, alliés à l'Union soviétique, ne favorisait pas leur unité.

Les États-Unis avec les pays monarchiques arabes qui ont instrumentalisé l'islam politique sunnite, ont cherché à endiguer l'influence de l'Union soviétique de plus en plus présente au Proche et Moyen-Orient et au Maghreb. Cette stratégie mena en février 1979 à la révolution iranienne, qui a provoqué le départ en exil du shah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi, renversant l'État impérial d'Iran de la dynastie Pahlavi, et transformant l'Iran en république islamique.

Par crainte de la propagation de l'islam politique sur ses républiques en Asie centrale, l'URSS envahit et occupa l'Afghanistan en 1979 pour sauver de l'effondrement le gouvernement communiste afghan, puis doit faire face aux moudjahidines, qui reçoivent dans une logique de guerre froide une grande aide de la part des États-Unis, du Pakistan, de l'Iran et de l'Arabie saoudite.

De même, l'islam politique sunnite sera utilisé par les États-Unis pour déstabiliser les pays arabes nationalistes ; ainsi d'une pierre deux coups, les Américains s'activeront à endiguer le communisme, donc de mettre fin à la convoitise de l'URSS sur les plus grands gisements de pétrole du monde islamique et protéger les pays monarchiques arabes des idées progressistes des pays nationalistes sunnites.

L'utilisation de l'islam politique, avec le soutien des États-Unis, a déjà été utilisée en Indonésie au milieu des années 1960 pour éradi-

quer le communisme. Ce qui s'est passé en Indonésie se poursuivra au Proche et au Moyen-Orient, surtout avec la débâcle militaire américaine au Vietnam et la quatrième guerre israélo-arabe, en octobre 1973, qui s'est terminée par la demi-victoire de l'Égypte sur Israël. Avec cette guerre qui s'est mal terminée et c'est surtout l'aide militaire massive des États-Unis qui a sauvé l'État hébreu de la débâcle, les Américains ont compris qu'il faut désengager l'Égypte du front arabe.

Précisément, la défection de l'Égypte obtenue par les États-Unis, par la promesse du retour du Sinaï, d'une aide financière américaine annuelle et d'un accord de paix avec Israël porta un rude coup à la cohésion du front arabe. Le front nationaliste arabe, affaibli par la défection de l'Égypte, devenu le «front de fermeté», s'il ne sera plus opérant face à Israël, une nouvelle carte plus redoutable émergera contre Israël et les États-Unis. C'est l'avènement, en février 1979, de la république islamique d'Iran qui constituera un adversaire de poids face à Israël et aux États-Unis.

Ce qui nous fait dire que l'«islam politique» incarné par l'Iran prolonge ce qu'ont été les guerres israélo-arabes ; comme si la Nature a horreur du vide ; rappelons qu'environ 800 000 Arabes palestiniens ont fui ou ont été chassés de la Palestine, en 1947 et durant la première guerre israélo-arabe, en 1948. Donc la cause du peuple palestinien reste entière ; on comprend dès lors pourquoi l'islam politique chiite a pris le relais de l'islam politique sunnite. Force de dire que l'islam politique sunnite ou chiite constitue un «contingent de la Raison dans l'histoire.» ⁽¹⁾

La question qui se pose : «Pourquoi l'islam politique a joué un rôle central dans la marche de l'histoire, dans les années post-1945 ? Et quelles sont les causes ou plutôt la cause qui l'a élevé en force idéologique centrale dans les transformations du monde ?» D'avance doit on répondre que la réponse ne vient ni de la guerre froide entre les deux Grands ni de l'implantation de l'État d'Israël en Palestine. La cause est la richesse naturelle des sous-sols des régions des pays du monde musulman, au Proche et Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Pensons ce qui serait arrivé «si les grands gisements de pétrole de ces régions n'avaient pas existé ?» Ces régions n'auraient eu aucun intérêt pour les grandes puissances. Hitler n'aurait pas chargé Rommel à mener une campagne militaire en Afrique du Nord pour déloger les Anglais du Proche-Orient.

Il n'y aurait pas eu de rencontre entre le président des États-Unis Franklin Roosevelt, de retour de la conférence de Yalta, en Crimée, et

le roi ibn Saoud, d'Arabie saoudite, le 14 février 1945, à bord du croiseur USS Quincy (CA-71). Donc, pas de Pacte de Quincy qui stipule la protection de la monarchie saoudienne en échange de l'exploitation du pétrole saoudien par les États-Unis.

Sans le pétrole, le monde musulman du Proche et du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord serait resté pauvre. La guerre froide se serait jouée ailleurs. De même, créer un État d'Israël en Palestine n'aurait pas eu de sens puisqu'il n'aurait entraîné que des conflits avec les pays arabes ; l'Occident aurait été indifférent sur cette région puisque, sans gains à retirer par sa pauvreté, elle ne constituerait pas une région géostratégique.

On comprend pourquoi les grands gisements de pétrole de cette région du monde ont été la cause dans l'utilisation de l'islam politique à des fins stratégiques dans la guerre froide ; c'est pourquoi la présence des grands gisements de pétrole constitue un autre «contingent de la Raison dans l'histoire». Se comprend aussi pourquoi la création de l'État d'Israël, en 1948, a été d'une grande importance tant pour les États-Unis que pour l'Union soviétique, les deux grandes puissances convoitaient cette région très riche en pétrole.

*Chercheur

Note :

1. «La Raison dans l'Histoire», par G. W. F. Hegel (publié en 1837)
«L'idée que la Raison gouverne le monde et que, par conséquent l'histoire universelle s'est elle aussi déroulée rationnellement. [...] La Raison est la substance, la puissance infinie, la matière infinie de toute vie naturelle ou spirituelle, - et aussi la forme infinie la réalisation de son propre contenu. Elle est la substance c'est-à-dire ce par quoi et en quoi toute réalité trouve son être et sa consistance. [...] La contingence est la même chose que la nécessité extérieure : une nécessité qui se ramène à des causes qui d'elles-mêmes ne sont que des circonstances externes. Nous devons chercher dans l'histoire un but universel, le but final du monde - non un but particulier de l'esprit subjectif ou du sentiment humain. Nous devons le saisir avec la raison car la raison ne peut trouver de l'intérêt dans aucun but particulier, mais seulement dans le but absolu. [...] Il faut apporter à l'histoire la foi et l'idée que le monde du vouloir n'est pas livré au hasard. Une fin ultime domine la vie des peuples ; la Raison est présente dans l'histoire universelle - non la raison subjective, particulière, mais la Raison divine, absolue : voilà les vérités que nous présupposons ici.»

LA COMÉDIE HUMAINE

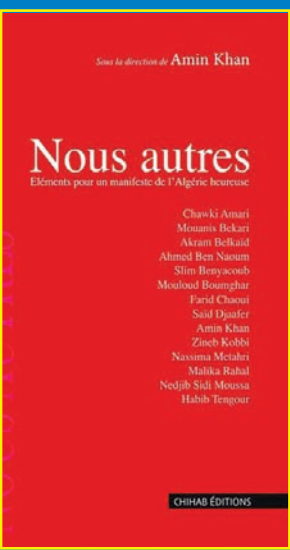


médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



LE RÔLE ET AUTRES NOUVELLES.
Recueil de Abdelkader Hammouche.
Editions Barkat,
121 pages, 300 dinars



NOUS AUTRES.
Éléments pour un manifeste de l'Algérie heureuse. Essais sous la direction de Amin Khan. Chihab Editions, Alger 2016. 211 pages, 1 000 dinars. (Fiche de lecture déjà publiée en mars 2029.*

Ce n'est ni un «Bilan/Perspectives», ni un ouvrage académique (encore que...), ni un manifeste politique (encore que...) mais un ensemble de textes «sans autre objectif que de donner lieu à une réflexion rigoureuse et à une discussion sereine...»

Voilà donc un nouvel espace éditorial de liberté qui souhaite réunir «les réflexions de quelques Algériens libres». Avec, cependant, au départ, un constat : Notre société est prise dans l'état de l'archaïsme et de la domination. Et, un espoir : Il

Des histoires invraisemblables ? Pas si sûr ! L'auteur, ancien journaliste; donc avec beaucoup de «restes» en ce qui concerne l'observation détaillée et/ou anecdotique de la société et, par la suite avocat, sait de quoi il parle. Bien sûr, à travers un récit romancé pour nous fournir des «Nouvelles» concises et très précises. Un réel bel et bien existant qui ne «saute» pas aux yeux. Cela va de la comédienne qui peaufine son (futur) rôle de manière incognito. Une forme d'«escroquerie» au sentiment certes anodin mais montrant les «rôles» joués par les uns et par les autres et ce sans égard pour les conséquences (fâcheuses) possibles. On a la course à la bénédiction divine à travers le «Hadj».

On a, aussi, le faux dévot, nouveau venu au village - en fait, criminel en vadrouille et bandit des grands chemins - qui se cache derrière une barbe fleurie et une fréquentation assidue de la mosquée. On a l'erreur médicale... fatale (erreur dans la transmission du dossier). On a l'amour fou d'un homme abandonné et son dérapage tragique. On a l'individu manipulé par les marchands de drogue. On a même des chats vengeurs de leur vieille maîtresse trop longtemps humi-

liée. Il y a aussi un notaire anxieux et poussé au suicide. On a... on a...

L'Auteur : Né à Alger en 1952. Journaliste avant d'être avocat, romancier, essayiste et nouvelliste. Plusieurs ouvrages à son actif.

Table des matières : 10 nouvelles (Le rôle/ Le paradis/ La méprise/ Erratum/ Le chien/ La Cam/ La barbe / Les chats/ Le pilon/ L'innocent)

Extrait : «Certaines personnes qui avaient accompli ce devoir (note: El Hadj) étaient revenues méconnaissables. Tel qui avait l'habitude de mentir était devenu un modèle de vertu, tel autre, commerçant de son état, qui trafiquait la balance, se comportait avec honnêteté (...). Un simple pèlerinage, même aux Lieux saints de l'Islam, pouvait-il changer la nature profonde d'un homme ? Farid, dans son for intérieur, n'en était pas du tout convaincu» (p 31).

Avis Des «histoires» de la vie quotidienne. Un recueil qui se lit d'un trait. Une écriture si «utile» au récit... qu'on ne trouve aucune citation à «se mettre sous la dent».

Les Auteurs : Chawki Amari, Mouanis Bekari, Akram Belkaid, Ahmed Ben Naoum, Slim Benyacoub, Mouloud Boumgahar, Farid Chaoui, Saïd Djafer, Amin Khan, Zineb Kobbi, Nassima Metahri, Malika Rahal, Nedjib Sidi Moussa, Habib Tengour (...)

Extraits : «L'Histoire n'avance que par la connaissance (...). Ce n'est qu'avec la connaissance que l'on peut inventer et produire les moyens de survivre, de vivre, de créer, de lutter, de refuser le sort assigné aux faibles et aux dominés» (Amin Khan, introduction, p 10), (...)

Avis Textes d'inégale valeur (quantitative et qualitative) mais tous à lire. Sans exception.

Citations : «La domination (quelle que soit sa forme, son espace et son temps) repose, certes, sur la supériorité matérielle des dominants, mais plus fondamentalement encore sur leur capacité de croire eux-mêmes, et de faire croire aux autres à leur discours, à leur parole, à leurs concepts, à leurs vérités, à leurs mots» (Amin Khan, p18), «Nous savons protester, nous ne cessons de le faire, jusqu'à l'exténuation de nos forces, mais nous ne savons plus lutter» (Saïd Djafer, p 49), «La liberté n'est pas forcément un acte, elle est d'abord une pensée» (Chawki Amari, p 112, (...)

*Extraits pour rappel seulement. Fiche complète in www.almanach-dz.com/société/bibliothèque dalmanach)

Les handicapés, une âme humaine

Par Sid Iakhdar Boumedlene

La représentante des étudiants de la filière Brevet de technicien supérieur est entrée dans la classe après une dérogation de retard pour participer à une réunion. Vous savez, qu'en toute décence, lorsque vous vous assoyez, le pantalon se tend et les chaussettes sur les chevilles apparaissent. Je n'ai pas fait ressentir à mes étudiants l'énorme émotion qui fut la mienne, une image qui restera à jamais gravée dans ma mémoire.

Cette jeune fille avait à la place des chevilles deux grosses boules métalliques. Ma collègue, responsable de la filière, m'avait ensuite dit «Boumediene, tu sais très bien que tu es professeur de législation dans une filière de formation d'orthoprothésistes». Elle me montra la photo qui était collée sur l'intérieur de la porte, celle d'une course de vitesse par un athlète en fauteuil ayant obtenu une médaille d'or aux Jeux paralympiques d'Atlanta. «Tu ne te souviens pas de ton étudiant de l'année dernière ? Je ne l'avais pas reconnu car dans la vie quotidienne ni sa prothèse de jambes ni sa démarche n'apparaissent. Quelle fierté !

Elle m'expliqua que le choix de ces étudiants (trois ou quatre par année) s'était fait suite à leur rencontre avec des professionnels lors de leur passage dans le cycle de soins. Mais plus encore, elle m'avait expliqué que beaucoup ont voulu «construire leur prothèse» pour la comprendre et la maîtriser afin de mieux l'accepter. Car lorsqu'on sait, on peut aller au-delà du handicap et vivre normalement ou au mieux possible.

C'était l'époque de la grande loi pour l'inclusion des handicapés dans le système scolaire et non dans des institutions spécialisées. J'ai alors vécu la rencontre avec de nombreux étudiants handicapés, notamment avec des sourds-muets. J'ai appris avec tous ce qu'était l'humilité.

J'ai découvert qu'ils étaient l'âme humaine car eux seuls peuvent ressentir deux des états les plus importants de l'être humain, la volonté acharnée d'affronter la vie, de n'importe quelle manière qu'elle se présente à vous, et de découvrir ce qu'est sa fragilité pour profiter au maximum de la beauté qu'elle nous offre.

Puis, dans ce parcours, une expérience des plus bouleversantes, encore plus que la première, une jeune fille aveugle. Ce qu'il y a de plus terrible est qu'elle avait vu la vie, les êtres humains ainsi que la nature qui l'environnait jusqu'à l'âge de 16 ans avant qu'elle ait été frappée d'une maladie dégénérative du nerf optique.

Elle était extraordinaire dans sa bonne humeur, son travail appliqué et ses yeux aveugles d'un bleu brillant qui faisait rayonner son visage. Il n'est pas utile de vous convaincre que sa capacité cognitive était parfaitement adaptée aux études post-bac, juste avec l'aide d'un petit ordinateur pour une écriture et lecture adaptées (ce n'était pas en braille). Cette jeune fille représentait une partie de l'âme humaine que vous ne percevez jamais chez les personnes valides car elles n'ont pas une humeur égale en toutes circonstances. Elle ne pleurerait jamais sur sa condition, en tout cas pas en public car elle savait être digne et ne pas se faire plaindre. Ces filières sont si confidentielles

en nombre d'étudiants que leurs propres professeurs étaient la plupart du temps membres du jury d'oral pour l'examen final. Vous ne pouvez vous imaginer le terrible effort, à la limite du supportable, qu'il fallait faire pour ne pas privilégier cette jeune fille en étant plus généreux dans la notation ou dans le questionnement. Il ne le fallait pas par déontologie et aussi par respect pour la candidate qui souhaitait prouver par elle-même ses compétences. Et personne ne l'a jamais fait, bien entendu.

En revanche, je n'ai jamais compris pourquoi les étudiants diagnostiqués autistes devaient être inscrits dans le dispositif d'inclusion. J'en ai eu quatre ou cinq et je n'ai jamais ressenti en eux la légende Rain Man. Ils n'étaient ni dotés d'une capacité cognitive surdimensionnée comme beaucoup nous le disent (les spécialistes ont certainement une raison de l'affirmer) ni n'étaient incapables d'être dans une moyenne acceptable en notation. Dans ce parcours d'humilité, il faut apprendre à adopter le comportement adéquat face aux handicapés. Il m'a fallu au moins cinq années pour commencer à le maîtriser.

Tout d'abord, ne jamais éviter de nommer le handicap. Ce sont des handicapés, sourds, muets ou amputés, aucune autre expression ne peut éviter les mots de la réalité. Je suis très sévère envers les nombreux textes qui n'ont jamais pu trouver la sémantique qui puisse ne pas stigmatiser. Bien pire encore avec celle qui est la plus adoptée dans le monde «Personne en situation de handicap». Je suis persuadé que cette expression est encore pire en stigmatisation.

Puis, ne jamais avoir un comportement qui les distinguerait des autres. Un handicapé moteur n'a pas besoin d'une tonalité de la voix différente comme on s'adresserait à un enfant et d'affronter ce qu'il est exaspéré d'entendre constamment, «Tu veux de l'aide ?» (Il n'hésite d'ailleurs jamais à vous signifier son exaspération avec un mot ou un geste de refus assez sec ou enveloppé d'un faux remerciement).

Et bien entendu, ce que nous avons dit avec l'étudiante aveugle, ne jamais ressentir une compassion par trop de phrases encourageantes ou une notation légèrement haussée qui finissent toujours par avoir un effet contraire dans le ressenti du handicapé.

Et un jour, sans que vous vous y attendiez, vous êtes récompensé de votre attitude constante et maîtrisée. La tutrice d'un sourd-muet est venue me dire que l'étudiant avait pleuré devant elle parce que je l'avais sermonné. Et ce que m'avait dit cette tutrice m'avait bouleversé. «Il m'a dit que c'était la première fois qu'une personne osait l'engueuler pour son comportement». Il avait ressenti que je l'avais considéré comme les autres et ne trouvais aucune excuse par son handicap et le lui faire comprendre sévèrement. Tout ce que je viens d'exposer ne concerne bien évidemment pas le handicap cognitif car il serait impossible et irresponsable de l'inclure dans le processus d'apprentissage classique, ne jamais dire «normal». Certains le demandent, je crois que ce serait une erreur monumentale, contraire au bien de ces handicapés.

Pourquoi cette chronique d'aujourd'hui ? Parce que les Jeux paralympiques commencent, cela vous aidera peut-être à mieux les affronter avec votre regard.

En attendant l'affectation budgétaire d'un milliard de DA L'étude d'échangeur en trémie du pôle Zabana fin prête

Peut-on parler d'un problème d'accès au pôle urbain Ahmed Zabana ? A y regarder de plus près, il y a un peu d'exagération lorsqu'on dit que ce site est mal desservi. Les avis qui décrivent cet ensemble urbain comme étant un périmètre mal connecté n'ont d'égaux en subjectivité que ceux qui véhiculent en ce lieu même l'image d'une cité-dortoir. Plus juste serait de dire qu'il manque un échangeur via le 4^e périph pour «améliorer» la situation, pas plus.

Houari Saaïdia

Les mots ont leur importance. L'ordre de priorité aussi. La ville nouvelle -toutes proportions gardées- à base de logements AADL et LPL à califourchon entre Oran et Misserghine est en état évolutif depuis sa création en 2015. Certes, près de dix ans après, on est bien loin des slogans et des belles formules sur l'urbanisme cohérent et la ville intelligente émis lors des premières séances de présentation à l'hémicycle du POS de la zone Ouest d'Oran qui allait accueillir ce pôle urbain de 1.340 hectares, 50.000 unités et 250.000 habitants, avec à la clé un schéma de mise en cohérence des politiques d'aménagement du territoire en matière d'habitat, d'infrastructures, de déplacements, d'implantations commerciales et de protection de l'environnement. De même qu'on est à mille lieues des effets d'annonce d'une méga-cité disposant de larges boulevards et de nombreux espaces verts et intégrant toutes les commodités d'une ville moderne dont un centre d'affaires, 4 jardins publics, un parc aquatique, un parc zoologique, un complexe sportif, 2 gares routières, un musée de l'urbanisme, un parc d'attractions, deux tours d'affaires et un cyberparc.

UN BESOIN, MAIS PAS UN BESOIN PRESSANT

Mais si, sans surprise, le pôle urbain Ahmed Zabana n'aura pas été finalement une copie conforme à sa maquette, il n'en aura pas été une pâle copie non plus. Il est dans l'entre-deux. Les architectes puristes et les passionnés du bon vivre dans les villes intelligentes plus adaptatives et efficaces à l'aide de nouvelles technologies s'appuyant sur un écosystème d'objets et de services, ne sont-ils pas renfermés dans leur petite bulle, coupés de la (dure) réalité crue marquée surtout par la terrible pression de la demande de logement et ses exigences implacables. Au demeurant, il y a à n'en point douter une certaine dynamique de développement, même si elle reste lente et à portée limitée, dans ce grand centre urbain avec



l'émergence de nouveaux équipements publics (existants ou projetés) éducatifs, commerciaux, PTIC, sanitaires, culturels, sportifs... La connexion routière de ce pôle n'est pas en reste puisqu'elle s'est améliorée elle aussi au fil du temps, notamment avec la réalisation dans le cadre d'un projet d'aménagement mené par la DUCH d'une liaison autoroutière qui a joint cette cité à la RN2 reliant Oran et Misserghine via El-Hassi et les Amandiers. Avec en outre l'échangeur RN2 / 4^e périphérique à hauteur du lieu-dit «Le Rocher» qui permet de basculer via une bretelle dans l'autre sens de la circulation sur la rocade et d'accéder ainsi à l'entrée du pôle ainsi que la bretelle qui bifurque de la rocade vers le CW 73 reliant Oran et Ain El-Beïda, auxquels il faut ajouter un faisceau d'autres voies alternatives, on ne peut plus parler dès lors d'un problème d'accessibilité dans le cas du pôle urbain Ahmed Zabana, aussi bien pour sa partie AADL 1 que sa partie AADL 2, situées de part et d'autre de la rocade.

PROJET NON ENCORE INSCRIT POUR DES RAISONS DE PRIORITE

Cependant, la thématique liée au réseau routier n'a jamais été une question figée mais c'est quelque chose d'évolutive, de dispositif perfectible en fonction de nombreux paramètres in-

trinsèques et extrinsèques bien connus et c'est dans ce contexte qu'a germé l'idée ayant engendré le projet d'un échangeur en trémie sur le 4^e périphérique en guise de voie d'accès direct à ce pôle. Par effet boule de neige, le dossier a pris de l'ampleur, devenant une matière première pour des revendications à répétition répercutées par des députés locaux devant le Parlement. Avril 2022, interpellé sur la question, le ministre des Travaux publics de l'époque, Kamel Nasri, affirmait en plénière à l'APN que son département s'attellait à inscrire cette opération lors des prochains programmes financiers. Le ministre a fait savoir par là même que la DTP de la wilaya d'Oran avait désigné un bureau spécialisé pour étudier la réalisation d'un échangeur en trémie pour desservir ce pôle urbain. Inscrit dans le cadre du Fonds national routier et autoroutier, le projet pourvu d'un budget d'un (1) milliard de DA pour une durée de réalisation estimée à 12 mois était déjà en souffrance en raison du manque en termes de dotations, selon les précisions du même ministre. Partiellement pris en charge par l'Etat par le biais de fonds propres de la wilaya d'Oran à hauteur de 255 millions de DA, une étude révisée et actualisée a été confectionnée par un BET par le biais de la DTP, qui attend toujours l'inscription de l'opération et l'affectation de l'enveloppe budgétaire pour passer à l'exécution.

Lutte contre les inondations

La wilaya renforce son dispositif de prévention

K. Assia

Comme à l'accoutumée, les autorités locales ont pris les devants pour faire face aux dangers des inondations et des changements météorologiques. Une série de dispositions viennent d'être initiées en prévision de la saison des pluies et le risque des inondations, des mesures efficaces qui consistent à mobiliser les équipes techniques afin de procéder à des opérations de nettoyage et d'entretien de tous les avaloirs, les canalisations, les abords des trottoirs entre autres. Lors d'une réunion de coordination présidée avant-hier par le wali d'Oran et regroupant les maires, les chefs de daïra, les services de la SEOR, de l'hydraulique, des travaux publics, l'OP-GI, l'entreprise Oran Vert, la protection civile, l'entreprise ERMESO, la direction de l'urbanisme et le chargé de l'environnement au niveau du cabinet du wali, l'accent a été mis sur le lancement des opérations de maintenanc-

ce afin de pallier les dysfonctionnements et réparer les pannes. Le wali a chargé le directeur des ressources en eau et la SEOR de se charger des grandes opérations de curage des oueds et de drainage et leur a ordonné de préparer des cartes techniques afin d'entamer à partir d'aujourd'hui jeudi les travaux.

Dans ce registre et comme première mesure préventive prise à l'issue de cette réunion, le nettoyage de tous les avaloirs et le drainage des eaux des canalisations des eaux de pluie et celles des eaux usées. Il est aussi question de recenser tous les points d'accumulation des eaux de pluie et de répartir les travaux entre les différents services intervenants et ce afin de protéger les citoyens contre les risques des inondations. Les directeurs et les délégués des secteurs urbains ont été chargés de piloter leurs équipes et d'achever les travaux qui leur sont confiés. Parallèlement, des directives ont été données pour que tous les

moyens humains et matériels soient mobilisés pour le nettoyage et l'entretien des avaloirs, le traitement des points d'accumulation des eaux de pluies entre autres.

Sur ce, plusieurs communes ont pris les devants en renforçant leur dispositif de lutte contre les inondations notamment à Arzew où une opération de nettoyage des avaloirs a été lancée à travers plusieurs quartiers de la ville. Au niveau de la localité d'Es-Sénia, une cellule chargée du suivi des changements météorologiques a été installée au niveau de la daïra en présence des maires et des services concernés. Les équipes techniques de la SEOR ont renforcé leurs interventions pour nettoyer les avaloirs et les cours d'eau ainsi que les canalisations des eaux usées, des opérations menées en collaboration avec les services des APC au niveau de plusieurs points noirs. Les responsables ont été appelés à suivre et à respecter toutes ces mesures préventives afin d'éviter toute éventualité.

Une première médicale en Algérie Nouvelle technique de traitement des embolies pulmonaires au CHUO

J.Boukraa

Le service de cardiologie du Centre hospitalier universitaire Dr Benzerdjeb à Oran a franchi une étape décisive mardi en accomplissant une première médicale à l'échelle nationale. Une équipe algérienne, composée de jeunes médecins talentueux, a brillamment réussi à appliquer une technique innovante pour désobstruer une artère pulmonaire bloquée, une condition souvent fatale qui représente une menace imminente pour la vie du patient. La Professeure Nadia Laradj, chef de service de cardiologie au CHUO, a expliqué que cette nouvelle méthode repose sur l'utilisation de cavités localisées guidées par ultrasons, spécifiquement conçues pour traiter les embolies pulmonaires à haut risque. Le patient, un homme de 55 ans, a ainsi été sauvé grâce à cette intervention de pointe, qui marque une première en Algérie. La technique, connue sous

le nom de «thrombolyse in situ dirigée par les ultrasons», se révèle particulièrement efficace dans le traitement des embolies pulmonaires à risque intermédiaire élevé.

Ce succès représente un véritable tournant pour la médecine algérienne, ouvrant la voie à de nouvelles possibilités thérapeutiques pour les patients atteints de cette grave pathologie, tout en reflétant l'engagement du pays à intégrer des technologies de pointe pour sauver des vies. Par ailleurs, il est important de souligner que le service de cardiologie du CHUO a également bénéficié de travaux de rénovation significatifs, incluant l'ouverture de nouvelles salles d'opération dotées d'équipements modernes et de technologies de pointe. Ces améliorations permettent désormais de réaliser des interventions médicales complexes avec une précision accrue, réduisant les risques pour les patients et augmentant les chances de succès.

Variole du singe

L'EHU 1^{er} Novembre installe une cellule de veille

J. Boukraa

En réponse aux directives du ministère de la Santé visant à renforcer la prévention contre la variole du singe, l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) 1^{er} Novembre d'Oran a organisé mardi une réunion de coordination cruciale. Cette rencontre avait pour objectif principal de définir une stratégie préventive et d'élaborer un plan d'action pour faire face à toute éventualité liée à la propagation de cette maladie. Présidée par le directeur général, cette réunion a mis l'accent sur l'importance de se préparer à toute situation d'urgence. Au cours de cette réunion, plusieurs mesures ont été adoptées pour assurer une réponse rapide et efficace en cas de détection de cas suspects.

Parmi ces mesures, la création d'une cellule de gestion de crise a été décidée. Cette cellule sera composée de spécialistes hospitaliers et aura pour mission de surveiller la situation sanitaire et de coordonner les interventions en cas de besoin. Une journée de sensibilisation et de formation sera également organisée à l'intention du personnel médical, paramédical et administratif. Cette initiative vise à les préparer aux éventualités liées à la variole du singe, en leur fournissant des informations sur les mesures de protection à adopter dans le cadre de leurs fonctions quotidiennes. De plus, un service médical spécifique sera mis en place pour accueillir les patients suspects d'être infectés par la variole du singe. Cette unité spécialisée permettra de prendre en charge les cas potentiels dans un environnement contrôlé et sécurisé.

En outre, l'EHU d'Oran prévoit

la conception et la distribution de brochures et d'affiches destinées à informer le public sur la variole du singe. Ces supports visent à sensibiliser la population aux risques de la maladie et aux moyens de s'en prémunir. Bien qu'aucun cas de variole du singe n'ait été recensé sur le territoire national à ce jour, l'EHU d'Oran reste en état de vigilance maximale. Les équipes médicales sont prêtes à intervenir à tout moment, en cas de détection d'un cas suspect. En effet, les autorités sanitaires d'Oran restent vigilantes et proactives. Des caméras thermiques ont été installées dans les infrastructures de transport majeures, un stock d'équipements de protection a été constitué, et des points d'urgence sont prêts à intervenir. De plus, des campagnes de sensibilisation à destination du grand public sont prévues pour limiter les risques de propagation de la maladie.

La DSP encourage le respect strict des règles d'hygiène individuelle et collective, telles que le lavage fréquent des mains avec du savon ou une solution hydroalcoolique. Pour les personnes voyageant ou projetant de se rendre dans des zones touchées, il est recommandé d'éviter les contacts avec des personnes infectées, des animaux potentiellement porteurs du virus, ou des objets contaminés, et de porter des masques respiratoires. Notons que la variole du singe est une maladie virale rare causée par un virus de la même famille que celui de la variole humaine et de la variole de la vache. Cette maladie est principalement présente en Afrique de l'Ouest et du Centre.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

LAGUERAME Kouider, 55 ans, Oran

SAFI El Houari, 78 ans, Oran

LIRECHE Cherifa, 79 ans, Les Planteurs

MAATALLAH Bensalem, 73 ans, Cité Petit

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 safar 1446

El Fedjr
05h05

Dohr
13h04

Assar
16h44

Maghreb
19h37

Icha
20h59



Béchar

Plus de 2.000 km de réseaux de fibre optique mis en service

Le projet de généralisation du réseau de téléphonie et d'internet à base de fibre optique dans la wilaya de Béchar a permis la pose et la mise en service, ces trois (3) dernières années, de 2.500 km de réseaux de câbles de fibre optique, a-t-on appris mercredi de la direction locale opérationnelle d'Algérie Telecom (AT).

L'opération s'inscrit dans le cadre de la modernisation des services de téléphonie et d'accès à l'internet haut débit à travers toutes les communes et zones éloignées de la région, a précisé le responsable de cette direction, Moulay Kihal.

La mise en place de ce réseau au titre de la technologie FTTH (fibre optique jusqu'au domicile ou entreprises) a permis à la fin de ce mois d'août 2024, le raccordement de 45.000 abonnés

à ce support technologique, a-t-il expliqué.

La réalisation de ce réseau de fibre optique à hauteur de 75 % du programme donta bénéficié la wilaya a permis aussi le raccordement d'une dizaine de zones frontalières éloignées de la wilaya à cette technologie de téléphonie et de l'internet à haut débit, ce qui constitue un apport «très important» du secteur à leur désenclavement, a-t-il ajouté.

Ce projet de généralisation

des réseaux de fibre optique, qui se poursuivra jusqu'à la réalisation global en 2025 à travers la wilaya, offre désormais aux bénéficiaires, dont des institutions administratives et des entreprises (tous secteurs confondus), plusieurs avantages, dont des vitesses de transfert de données plus élevées, un système informatique des plus fiables en plus de son moindre coût d'entretien pour Algérie-Télécom, a fait savoir le même responsable local d'AT.

Tlemcen

Accidents de la route et noyades : 14 morts depuis le début de la saison estivale

Quatorze (14) personnes ont trouvé la mort dans des accidents de la circulation et par noyade dans la wilaya de Tlemcen, depuis le début de la saison estivale, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction de wilaya de la Protection civile. La chargée d'information, commandant Djamila Aboudi, a indiqué à l'APS, que 504 accidents de la circulation ont été enregistrés, durant cette période, faisant 12 morts et

610 blessés évacués vers différentes structures sanitaires de la wilaya.

La Protection civile a en outre enregistré, durant la même période, deux décès par noyade, à savoir un enfant de 4 ans sur la plage de Tasfout et un jeune (17 ans) sur la plage de Marsa Ben M'hidi, ainsi que le sauvetage de 2.082 personnes de la noyade, dont certains ont été secourus sur les plages et d'autres trans-

férés vers les centres de santé pour recevoir les soins nécessaires.

Mme Aboudi a signalé que les services de la Protection civile poursuivent leurs campagnes de sensibilisation des citoyens, à travers les plages, sur les risques de la baignade au niveau des plages non surveillées, ainsi que sur les insulations et les intoxications alimentaires en leur fournissant divers conseils.

Saïda

Plus de 400 logements distribués à la fin septembre

Plus de 400 logements seront distribués, à la fin septembre prochain dans la wilaya de Saïda, a annoncé, mardi, le wali Mermouri Amoumen.

Dans une déclaration à la presse, lors de sa visite d'inspection des chantiers de réalisation de projets de logements promotionnels aidés (LPA) à Saïda, le même responsable a fait part de la distribution, vers la fin du mois de septembre prochain, de 407 logements publics locatifs et de location/vente (AADL) à travers les communes de Saïda et Ouled Khaled.

Ce quota de logements est réparti sur 143 logements

AADL en cours de réalisation dans la ville de Saïda et 264 logements publics locatifs, dont les travaux sont en état d'avancement notable, notamment 184 logements au chef-lieu de wilaya et 80 autres à Mathna (commune de Ouled Khaled).

Le taux d'avancement des travaux de ces projets d'habitat en cours de réalisation varie entre 90 et 95 pc, souligne-t-on. L'opération d'aménagement externe de ces sites est en cours, à travers leur raccordement aux réseaux d'AEP, d'assainissement et de gaz, ainsi que la réalisation des voiries, de l'éclairage

public et des trottoirs. Par ailleurs, le wali a inspecté, dans la ville de Saïda, les chantiers de projets de réalisation de logements promotionnels aidés, dont 350 à Haï Sersou, 360 à Haï Dhar Cheikh et 150 à Haï Akid Lotfi. Pour rappel, quelque 478 logements promotionnels aidés ont été distribués dans la ville de Saïda, l'année dernière.

La direction du logement recense un programme dans la formule LPA, totalisant 6.715 logements, dont 3.461 logements réalisés et 1.062 sont en cours et le restant en voie de lancement.

Naâma

50 kilos de kif saisis

Les éléments de la police de la wilaya de Naâma ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel et à la saisie de 50 kg de kif traité en provenance du Maroc, indique mardi un communiqué des services de la Sûreté nationale.

«Dans le cadre de la poursuite des efforts opérationnels de la Sûreté nationale pour resserrer l'étau sur les réseaux de trafic de drogue,

les éléments de la Brigade de recherches et d'intervention (BRI) de la Sûreté de la wilaya de Naâma ont procédé, au cours de semaine dernière, au démantèlement d'un réseau criminel qui s'est soldé par l'arrestation de 4 individus, dont deux femmes et la saisie de 50 kg de kif traité en provenance du Maroc», précise le communiqué.

La même source a indiqué que l'enquête a révélé «les

combines utilisées par les éléments de ce réseau criminel pour le trafic de ces poisons», ajoutant que l'opération a permis «la saisie de 50kg de kif traité, 3 véhicules utilisés dans le transport de drogue et des sommes de 26.700 DA et 400 euros issues de la contrebande».

Les mis en cause ont été déférés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.

Tissemsilt

Près de 60.000 hectares de consacrés aux céréales



La campagne labours-semailles pour la saison agricole 2024-2025, dont le lancement est prévu à la mi-octobre prochain dans la wilaya de Tissemsilt, cible une superficie céréalière, toutes variétés confondues, estimée à quelque 59.950 hectares, a-t-on appris de la direction des Services agricoles (DSA).

L'agronome, Aïcha Bouzara, a indiqué que la campagne concerne le blé dur, dont la superficie qui lui est consacrée

est estimée à 49.300 hectares de la superficie totale devant être emblavée, suivi de l'orge (9.100 hectares), de l'avoine (933 hectares) et le blé tendre avec 620 hectares.

Mme Bouzara a fait observer que les préparatifs de cette campagne ont débuté, récemment, indiquant que le guichet unique a été installé au niveau de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la commune de Tissemsilt, afin de réceptionner les

dossiers des agriculteurs de la région désireux d'acquiescer les semences.

La même source a, d'autre part, ajouté que des réunions sont organisées, périodiquement, en présence des différents acteurs du secteur, afin de lever toutes les contraintes susceptibles d'entraver le déroulement de la campagne et d'accompagner les professionnels de la filière céréalière, qui fait la vocation de cette collectivité locale des Hauts-plateaux du Centre-ouest.

Plusieurs projets en voie de réalisation

Plusieurs projets de développement destinés à l'amélioration du cadre de vie des citoyens sont actuellement en cours de réalisations dans diverses communes de la wilaya de Tissemsilt.

Ces projets ont été au centre de la visite d'inspection effectuée, mardi, par le wali de cette collectivité locale des Hauts-plateaux du Centre-ouest, Bouzaid Fethi, au cours de laquelle il a particulièrement mis l'accent sur la nécessité de respecter la qualité des travaux et les délais de réalisation.

Lors de sa tournée, le wali s'est enquis de l'état d'avancement des travaux, estimés actuellement à 85%, ciblant l'établissement scolaire «Moudjahid Dahli Mohamed», sis dans la commune de Tamelahet, dont la concrétisation a nécessité une allocation budgétaire de 28 millions de dinars, ainsi que le chantier de réalisation de 4 salles de cours en extension au niveau de l'école primaire «Chahid Ghalem» au douar «Menkouchi», situé dans la même commune pour lequel une envelop-

pe financière de 12 millions de dinars a été mobilisée, signale-t-on.

Dans cette commune du Nord de la wilaya de Tissemsilt, une opération ciblant l'aménagement de la cité des 104 logements, ainsi qu'une autre portant sur le bitumage d'une voie de communication donnant accès au douar «Refafa», sont également en cours pour une enveloppe budgétaire de 16 millions de dinars, sachant que le chantier, dont l'objectif est de désenclaver cette agglomération rurale de 250 foyers et faciliter la mobilité de ses habitants, enregistre un taux d'avancement de 50%, note-t-on.

Dans la commune de Lardjem, le premier responsable de l'Exécutif local a inspecté le chantier relatif à l'aménagement de l'école primaire «Chahid Chadouli Mohamed», dont la concrétisation a nécessité une allocation budgétaire de 18 millions de dinars puisée de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), sachant que le taux d'avancement des travaux est

estimé à plus de 90%. Dans la même commune, le wali a inspecté le chantier de réalisation d'une demi-pension au niveau du CEM «Sahli Saïd» d'une capacité d'accueil de 200 élèves pour une enveloppe financière de 19 millions de dinars, dont la réception est prévue à l'occasion de la rentrée scolaire de septembre prochain. Le projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits, dont les travaux ont été lancés au mois de décembre 2020 pour un délai de 28 mois et pour une affectation budgétaire de 1,7 milliard de dinars a également figuré au programme de la visite du wali.

Dans la commune de Sidi Lantri, M. Bouzaid s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de plusieurs chantiers, dont ceux inhérents à l'aménagement urbain, la réfection et le bitumage du chemin communal reliant cette collectivité locale à la route nationale (RN21), ainsi que le chantier relatif à la réalisation d'un réservoir d'eau au niveau du lieu-dit «Bab Lakhdar».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'EL BAYADH

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU

N.I.F: 098432019001238

N° D'opération : 25/2023

Intitulé de l'opération : Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement à travers les quartiers: quartier El Anasser, El Chourouk, Météo, El Moudjahidine, Edied et Route Mechria.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

La Direction des Ressources en Eau de la Wilaya d'El Bayadh, lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales. Pour : Suivi Technique des travaux de réalisation relatifs aux lots suivants

Lot n° 01: Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement à travers le quartier El Anasser

Lot n° 02: Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement à travers le quartier El Chourouk

Lot n° 03: Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement à travers les quartiers de : Météo, El Moudjahidine, Edied et Route Mechria.

Les bureaux d'étude ayant :

Pour que les offres soient éligibles, les soumissionnaires doivent répondre aux conditions suivantes :

BUREAU D'ETUDE PRIVE OU ETATIQUE :

Capacité professionnelle :

Disposer d'un agrément en hydraulique en cours de validité ou règlement de constitution pour les bureaux étatiques.

Bilans financiers des trois (03) dernières années visées par les services des impôts une moyenne d'un chiffre d'affaire supérieur ou égale à 3 000 000,00 DA.

Capacité technique :

Les BET doivent être munis d'un ou plusieurs certificats de suivi de même nature (Justifié par attestation de maître de l'ouvrage).

B) Groupement de bureaux d'études :

Capacité professionnelle :

Chaque membre du groupement, doit disposer d'un agrément en l'Hydraulique

Chaque membre du groupement Avoir réalisé pendant les trois (03) dernières années une moyenne d'un chiffre d'affaire supérieur ou égale à 3 000 000,00 DA.

Capacité technique :

Pour le Chef de file :

Le BET doivent être munis d'un ou plusieurs certificats de suivi d'un projet de même nature (Justifié par attestation de maître de l'ouvrage).

Le dossier de candidature : Pièces constitutives :

1- La déclaration de candidature dûment remplie et signée

2- La déclaration de probité dûment remplie et signée

3- Le statut de l'entreprise, (en cas du groupement chaque membre doit fournir son propre statut) ;

4- Délégation de pouvoirs du signataire à engager le Soumissionnaire vis à vis de la DRE pour la signature du marché ;

5- Copie de l'agrément en cours de validité ou règlement de constitution pour BET étatique exigé aux conditions d'éligibilité ;

6- Bilans financiers des trois (03) dernières années visées par les services des impôts une moyenne d'un chiffre d'affaire supérieur ou égale à 3 000 000,00 DA (en cas de groupement chaque entreprise membre doit fournir ses bilans) ;

7- En cas de groupement : Protocole d'accord liant les bureaux d'études membres du groupement en

Précisant le chef de file, qui doit être majoritaire, et en précisant le pourcentage et les tâches que détient chaque membre dans le cadre du groupement.

8- Références professionnelles du bureau d'études ; appuyée par des attestations du maître de l'ouvrage

9- Photocopies d'attestation d'égalité de dépôt l'égal des comptes sociaux pour soumissionnaires dans le cas d'un EURL, SARL, SPA

10- Moyens humains doit être justifiés par la DAS ou affiliation par la CNAS, diplôme, attestation de travail, Avec l'état des mouvements des salaires de l'année courante

11- Dossier fiscal et parafiscal en cours de validité (Extrait de rôle de 03 mois apuré ou échéancier, mise à jour CNAS, CASNOS).

12- N° d'identification fiscal (NIF)

13- Registre du commerce électronique (nouvelle immatriculation)

14- a) Pour le matériel roulant :

- Moyens matériels, appuyés par des cartes grises et assurance en cours avec assurance de validité de l'année courante.

b) Pour autre matériel :

- Matériel topographique, traceur et imprimante doit être justifié par la photocopie de la facture ou PV de constat d'huissier de justice de l'année courante

Remarque : Tout moyen matériel non justifié ne sera pas noté

NB : La carte grise peut être remplacée par un récépissé au cours de validité.

15 - Attestation de visite des lieux :

II - Offre Technique comprenant : Pièces constitutives :

- La déclaration à souscrire dûment remplie et signée.

- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu et acceptée»

- mémoire technique

III - Offre financière :

- Lettre de soumission dûment remplie et signée

- Bordereau des prix unitaires dûment rempli et signé (les prix unitaires doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges).

- Le devis quantitatif et estimatif dûment rempli et signé. (les chiffres doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges).

Conformément aux dispositions de l'article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des Marchés publics et des délégations de service public Le soumissionnaire devra cacheter l'offre en utilisant trois (03) enveloppes intérieures séparées et cachetées, indiquant la

dénomination du cocontractant, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offre ainsi que la mention «dossier de candidature», « offre technique »

et « offre financière », selon le cas.

Ces trois enveloppes séparées sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention fautive de quoi le pli sera purement et simplement rejeté.

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

«AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES PORTANT

Objet : Suivi Technique des travaux de réalisation relatifs aux lots suivants

Lot n° 01: Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement à travers le quartier El Anasser

Lot n° 02: Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement à travers le quartier El Chourouk

Lot n° 03: Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement à travers les quartiers de : Météo,

El Moudjahidine, Edied et Route Mechria.

Et déposés auprès de la Direction des Ressources en Eau de la Wilaya d'El Bayadh (Bureau des marchés), sis cité les pins El-Bayadh, le dernier jour de la durée de préparation des offres avant quatorze heures (14H00). Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des

offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la 1ère parution du présent avis dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse.

L'ouverture des plis sera effectuée le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à quatorze heures (14h00) en séance publique au siège de la Direction des Ressources en Eau de la Wilaya d'El Bayadh.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours et quinze (15) jours à compter de la date de dépôt des offres.

NB :

• La note technique sur 100 points ;

• La note minimale est fixée à 60 points pour les offres techniques.

• L'offre la moins distante sera retenue parmi les soumissionnaires prés qualifiés.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2431011125 Le Quotidien d'Oran 29/08/2024

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville

Direction des équipements Publics

De la wilaya de Saïda.

NIF : 422024000020299.

Avis d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations du service public, la Direction des équipements publics de la wilaya de Saïda informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à concours national d'architecture restreint N° 13/2024 paru dans les quotidiens nationaux «الشباب» en date du 07/04/2024 et de

Quotidien d'Oran» en date du 03/04/2024 se rapportant à L'étude Et Suivi Pour La Réalisation

D'une école primaire type 02 au niveau de site 973 lotissement sociaux à d'har chih -POS SUF02 ,commune de Saïda , wilaya de Saïda , (cite d'habitat intégrées2024)

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres comme suit :

Désignation du projet	BUREAU D'ETUDE	Note globale	Montant Proposé	Montant Après /correction	Délai D'ETUDE	Délai DE SUIVI	NIF de BUREAU D'ETUDE	Critère de choix
étude Et Suivi Pour La Réalisation D'une école primaire type 02 au niveau de site 973 lotissement sociaux à d'har chih -POS SUF02 ,commune de Saïda , wilaya de Saïda , (cite d'habitat intégrées2024	GROUPEMENT DE BUREAUX D'ETUDES DJANA	58.50 points	9 450 000.00 DA (TTC)	9 450 000.00 DA (TTC)	03 Mois	10MOIS	28530660009174	meilleure offre

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher de la direction des équipements publics de la wilaya de Saïda, dans un délai de trois jours à compter de la date de première publication du présent avis d'attribution.

Tous participants qui contestent ce choix peuvent introduire un recours dans un délai de (10) jours à partir de la première parution du présent avis.

LE DIRECTEUR

ANEP N°2431011043 Le Quotidien d'Oran 29/08/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL

LA CHAMBRE DE L'AGRICULTURE
DE LA WILAYA DE TIARET

- AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire -

Conformément aux dispositions de l'article 52 et 65 du décret présidentiel N°15.247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la chambre de l'agriculture de la wilaya de Tiaret, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N°02/2024, paru dans les quotidiens «EL DJEMHOURIA» et «LE QUOTIDIEN D'ORAN», en date du 12-08-2024, (ANEP 2431100741), relatif au projet de : « Réalisation D'un Siege De La Chambre De L'agriculture De La Wilaya De TIARET EN Lot unique », qu'à l'issue de l'évaluation technique et financière des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, le projet est attribué provisoirement à :

N°	Fournisseur	NIF	Note Tech nique /70	Délai de Réalisati on	Montant de Soumission TTC (DA)	Montant Corrigé TTC (DA)	OBS
01	SARL MESRI "Travaux de batiment"	002114042387597	60	12 mois	235 253 765.60	235 200 215.60	Offre pré qualifiée techniquement Offre moins disant

Tout soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les dix (10) jours, à compter de la 1^{ère} parution de la publication du présent avis d'attribution provisoire obligatoirement auprès du secrétariat du comité de recours des marchés publics de la wilaya, contre accusé de réception, si le 10^{ème} jour coïncide avec un jour férié, la date limite pour introduire un recours est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La commission des marchés publics de la wilaya donne un avis dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de dix (10) jours fixé ci-dessus. Cet avis est notifié au service contractant et au requérant, en vertu de l'article 82 du décret présidentiel N°15.247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les autres soumissionnaires intéressés, sont invités de se rapprocher des services concernés, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Le Directeur

ANEP N° 2431100799 Le Quotidien d'Oran 29/08/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MOSTAGANEM

N.I.F:094327010144642.

Avis d'infructuosité de la procédure

De l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences

De capacité minimale

Pour « Acquisition, installation et mise en service de deux (02) accélérateurs de Radiothérapie »

Conformément à l'article 40 du décret présidentiel 15/247 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le Centre hospitalier universitaire de Mostaganem, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant pris l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales , Pour « Acquisition, installation et mise en service de deux (02) accélérateurs de Radiothérapie », publié le 04/02/2024 sur le journal national, (Le Quotidien d'Oran) et le 01/02/2024 (الجمهورية) et le BOMOP, La procédure a été déclarée infructueuse.

Raison : financement des besoins ne peut être assuré.

Le chargé de la gestion de la Direction générale
du centre hospitalier universitaire de Mostaganem

ANEP N° 2431011105 Le Quotidien d'Oran 29/08/2024



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE ABOU BEKR BELKAID DE TLEMCEM
Secrétariat général

Avis d'appel d'offres national ouvert
N°07/S.G./2024

Acquisition d'équipements et de fournitures au profit de l'université de Tlemcen

N.I.F de l'université : 416020000130023

Conformément aux dispositions prévues aux articles 37,38, 39 et l'article 46 de la loi n°23-12 du 18 Mouharam 1445 correspondant au 05 aout 2023 fixant les règles générales aux marchés publics, l'université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen lance un avis d'appel d'offres national ouvert en vue l'Acquisition d'équipements et de fournitures au profit de l'université de Tlemcen. Les lots objet de l'appel d'offres :

N° Lot	Intitulé du lot	Chapitre
01	Acquisition de mobilier de bureau	21-12/01
02	Acquisition matériel audiovisuel	21-12/05
03	Acquisition matériel et consommable de photographie et de reprographie	21-12/07
04	Acquisition et réparation matériel d'entretien et de réparation	21-12/10
05	Fourniture de bureau	21-13/01
06	Cachets Divers	21-13/01
07	Produits d'entretien	21-13/02
08	Frais d'impression et de copie	21-13/05
09	Drapeaux nationaux	21-13/11
10	Documentation administrative et technique, y compris journaux et magazines spécialisés	21-14/01
11	Habillement	21-16/01
12	Soutien logistique (fax-similés, dessin, confection de cartes, badges, droits d'enregistrement)	21-25/04
13	Activités sportives	21-27/01
14	Soutien logistique, y compris équipement, documentation, forums et conférences	21-28/03
15	Fournitures et équipements pour les projets des clubs scientifiques	21-32/01
16	Prix pour concours et événements	21-32/02

Les entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le cahier des charges au siège du secrétariat générale du Rectorat (service des moyens généraux) sis au: siège du rectorat de l'université Abou bekr belkaid de Tlemcen nouveau pôle Mansourah Tlemcen, contre le paiement de la somme de Quatre Mille dinars (4000 DA) auprès de l'agent comptable de l'université.

Les offres doivent parvenir comme suit :

- La 1ère enveloppe contiendra le dossier de candidature indiquant la dénomination de l'entreprise, la Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature ».
- La 2ème enveloppe contiendra l'offre technique indiquant la dénomination de l'entreprise, la Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Offre technique ».
- La 3ème enveloppe contiendra l'offre financière indiquant la dénomination de l'entreprise, la Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Offre Financière ».
- Les Trois (03) enveloppes seront mises dans une enveloppe extérieure qui sera anonyme et comportera seulement l'indication de l'offre, l'adresse et la mention « À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » :

Appel d'offres national ouvert

N°07/S.G./2024

Acquisition d'équipements et de fournitures au profit de l'université de Tlemcen

« À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

*Documents constituant l'offre

Conformément aux dispositions de la loi n°23-12 du 18 Mouharam 1445 correspondant au 05 aout 2023 fixant les règles générales aux marchés publics, les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » et la mention « Appel d'offres n°...07. Et l'objet de l'appel d'offres ».

1- Le dossier de candidature contient : <ul style="list-style-type: none">- Une déclaration de candidature ;- Une déclaration de probité ;- Les statuts pour les sociétés ;- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager la société ;- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants : A l'appui de ces documents, l'offre de candidature devra aussi comporter un dossier administratif composé des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• Registre de commerce électronique comportant le code relatif à l'activité objet de l'offre du soumissionnaire.• Numéro d'identification fiscale « NIF »• Attestation bancaire pour le « RIB »• Casier judiciaire en cours de validité.• Mise à jour CASNOS en cours de validité.• Extrait de rôles apuré et actualisé ou un échéancier de paiement avec la mention « ne figure pas sur le fichier national des fraudeurs »,• Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (Art29 loi de finances 2009).• Agrément et certificat de qualité.	2- L'offre technique contient : <ul style="list-style-type: none">• La déclaration à souscrire.• Le présent cahier des charges dument renseigné, paraphé et signé et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et approuvé ».• Tout documents permettant l'évaluation de l'offre technique tels que, descriptifs techniques, catalogues ou mémoires techniques justificatifs de la qualité et des caractéristiques techniques des équipements proposés.• Proposition de formation pour les utilisateurs, (durée et consistance de la formation). Capacités financières : <ul style="list-style-type: none">• Bilans des trois dernières années.• Références bancaires. Capacités professionnelles : <ul style="list-style-type: none">• Moyens humains : mise à jour délivrée par la CNAS et en cours de validité.	3- L'offre Financière contient : <ul style="list-style-type: none">• La lettre de soumission• Le bordereau des prix unitaires• Le détail quantitatif et estimatif * Validité des offres : Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de dépôt des offres. * La durée de préparation des offres : La durée de préparation des offres est fixée à Quinze (15) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse. * La date de remise des offres : La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard 12h00 mn. * Ouverture des plis : Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de préparation des offres à 14h00 mn et ce à l'adresse ci-dessus indiquée, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la séance d'ouverture des plis est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
--	---	--

APARTEMENTS

■ Vends appart F4, cité Jeanne d'Arc, Gambetta, Oran, au 5e étage, bien aménagé, toutes commodités, ascenseur, climatiseur, chauffage. Courtier s'abstenir - 0558.74.90.24

■ A vendre F5, Haï Badr, 2e étage + A vendre F3, 3e étage, Haï Belgaïd, avec ascenseur ou échange, contre 2 apparts dans le même immeuble ou résidence - Tél : 0659.44.50.89

■ Vends apparts luxueux F3; 1^{er} cuisine équipée, Eden-plage - F2, 52 m² Bouisseville - F4, 130 m², F : 127 m², Aïn El Turck - F3, 1^{er}, 106 m², Trouville et résidence 4 apparts, avec local de 120 m², acté avec L.F - Ag El-Bahria Aïn El Turck - 0774.01.89.57

VILLAS

■ Vends belle villa à Misserghine, dans une rue commerciale, quartier résidentiel, 3 façades. Sup 160 m², R+1, 2 garages - Tél : 0770.53.37.14 - 0666.51.28.32

■ Vente villa R+1, 506 m², 2 façades, actée + livret foncier. RDC : 3 locaux commerciaux + jardin /1er F4 à St-Hubert Oran - Tél : 0670.34.09.57

PENSÉE

A la mémoire d'un père exceptionnel, sage et juste
HADJ CHEIKH Nouredine
Cela fait 3 ans, le 29 Août 2021 une journée tragique pour nous depuis que tu nous a quittés cher père laissant derrière toi un grand vide et une profonde cicatrice, des souvenirs mémorables, que nul ne pourra combler. Ta gentillesse, ta bonté, ta générosité n'avaient pas cessé de nous surprendre. Toujours présent dans nos pensées. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une grande pensée en sa mémoire. Tu nous manques très fort cher père.
Ta fille Khedidja,
ton épouse et tes enfants.



PENSÉE

A mon père
ZEGHID Ahmed
C'est toujours avec émotion très vive que nous commémorons ton décès. Les années n'ont pas atténué la tristesse face à ton absence, ni diminué l'amour profond que nous te vouons. Moi, ta famille et ses enfants, tu es parti pour toujours et ton souvenir est resté à jamais.
Ta fille ZEGHID Fatiha.



PENSÉE

Pensée à la mémoire de ma chère sœur
Hasnia AZIZ née FRIH
Quatre mois sont passés, depuis que tu nous as quitté le 6 Mai 2024. Cette date sera gravée dans la mémoire. Toute la famille te pleure encore. Tu as voulu rejoindre ton fils AZIZ Reda. Vous êtes partis pour un monde meilleur. En ce triste souvenir, nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Ta soeur Zahra,
son mari et ses enfants.



الأستاذ: بوزيان عبد الرحمان، محضر قضائي لدى محكمة قذيل، مجلس قضاء وهران
العنوان: حي 40 مسكن رقم 13 غرب قذيل، خلف المقر الجديد لمحكمة قذيل - النقال: 0772 52 12 04
إعلان بالبيع بالمزاد العلني يوم 2024/09/12
بالأظرفة المختومة و في حالة عدم بلوغ السعر الأساسي تجري مزادات شفوية
لعداد تابع لمؤسسة: SONATRACH / GP2Z
يوم: 12 سبتمبر 2024 على الساعة (10:00) العاشرة صباحا بمكتبنا المذكور أعلاه
مكان الزيارة: حظيرة المؤسسة الكائنة بالمنطقة الصناعية اريزيو

N° LOT	DESIGNATION
UNIQUE	(04) QUATRE STATIONS GUS et (02) DEUX ARMOIRES INCLUANT DES RACKS POUR NIM. EPLG HM. ALOMENTATION ET HPM « MARQUE HONEYWELL ». (01) UN GROUPE ELECTROGENE « MARQUE KUBOTA ASK 150-50 ». (01) UN COMPRESSEUR D'AIR. (01) UNE POMPE REMORQUABLE PORTATIVE « MARQUE SIDES - N6074 ».

شروط البيع: للمشاركة يجب التقدم إلى مكتب المحضر القضائي مصحوبين بنسخة من بطاقة التعريف الوطنية من أجل سحب دفتر الشروط مقابل 1000 دج.
و تسجيل أنفسهم ابتداء من تاريخ النشر في الجريدة إلى غاية 05 سبتمبر 2024.
أيام الزيارة: 10 و 11 سبتمبر 2024 من الساعة التاسعة (09:00) صباحا إلى غاية الساعة الثانية (14:00) زوالا. المحضر القضائي

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية مستغانم
EPIC MOSTA-PROPRE
NIF: 001627019000453
Avis d'infructuosité

L'Etablissement Mosta Propre informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°03/2024 paru dans les quotidiens nationaux "Le Quotidien d'Oran" et "Le Quotidien d'Oran" en date du 29/07/2024 relatif au marché a commande: Fourniture des pièces de rechanges pour véhicules poids légers et lourds et engins de chantier, qu'après évaluation technique et financière, les résultats étaient comme suit:

Entreprise retenue	Le numéro d'identification fiscale (NIF)	Note Technique / 100	Montant Minimum en TTC	Montant Maximum en TTC	Délai de livraison	Observation
Infructueux (Aucune offre qualifiée à l'évaluation financière)						

Les soumissionnaires sont invités à se rapprocher de L'Etablissement Mosta Propre au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cet avis pour prendre connaissance de leurs résultats.
Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés de l'EPIC Mosta Propre dans un délai de dix (10) jours qui suivent la première parution de cet avis dans les quotidiens nationaux.

ANEP N° 2431100795 Le Quotidien d'Oran 29/08/2024

TF1

20.10 Plancha



Comédie - France - 2022
Avec Guillaume de Tonquédec, Lambert Wilson, Franck Dubosc
Alors qu'ils s'apprêtaient à fêter les 50 ans de Yves en Grèce, l'annulation de leur vol contraint des amis à se rabattre sur le Finistère, dans le manoir familial de Yves. Cependant, l'anniversaire de Yves va être l'occasion de révélations inattendues. Le groupe d'amis va ainsi être confronté à un huis clos étouffant : l'enfermement forcé, la grisaille et les bourrasques attisent les conflits, réveillent les vieilles rancœurs, et bouleversent les équilibres.

2

20.10 Jeux paralympiques de Paris 2024



La première soirée des jeux Paralympiques de Paris est animée par les épreuves de para natation avec notamment les finales du 100m Papillon Hommes S13 du 200m nage libre hommes et femmes S5. Les chances de médailles françaises reposent notamment sur Alex Portal dans la catégorie S13 de la finale du 100m papillon.

3 JEUDI

20.10 L'école des espions



Téléfilm policier - France - 2024
Avec Pascal Elbé, Thierry Godard, Laurent Capelluto, Jennifer Decker
Une nouvelle promotion intègre une académie d'espionnage. Zana, Inès, Alex et leurs camarades s'initient aux techniques du renseignement sous la direction d'instructeurs chevronnés. Le programme couvre un large éventail de compétences : stratégie, histoire de l'espionnage, armement et technologies de pointe.

TMC

20.25 Le Hobbit : un voyage inattendu



Film fantastique - Etats-Unis - Nouvelle-Zélande - 2012
Avec Martin Freeman, Ian McKellen, Andy Serkis, Richard Armitage
La ville de Dale, aux portes de la forteresse d'Erebor, où, sous le règne du roi Thorin, les nains produisent or et pierres précieuses, est attaquée par le dragon Smaug, qui s'empare de ces richesses. Bien plus tard, le jeune Bilbon reçoit la visite du magicien Gandalf.

6

20.10 Les traîtres



Saison 3
Présenté par Eric Antoine
Eric Antoine accueille 20 personnalités, parmi lesquelles Bruno Hourcade, Bruno Solo, Valérie Trierweiler et Frédérique Bel au château de Biron en Gironde. Après un entretien avec chacun des candidats, l'animateur choisit les trois «Traîtres» de la saison. Ces derniers, qui ne doivent pas se faire démasquer par les autres joueurs, les «Loyaux», peuvent en éliminer un, chaque soir, lors d'un vote.

RTL9

19.55 En cavale



Comédie - Etats-Unis - 2015
Avec Reese Witherspoon, Sofia Vergara, Matthew Del Negro
Fille de policier qu'elle a accompagné tout au long de son enfance, Rose Cooper a elle-même intégré le métier. Devenue une policière aussi scrupuleuse que nerveuse, elle est chargée d'escorter, avec Jackson, policier de Dallas, un important dealer, Felipe Riva, et sa femme Daniella, jusqu'au procès de Vicente Cortez, baron de la drogue.

CANAL+

20.10 Silo



Série dramatique - Etats-Unis - 2023
Saison 1 - Episode 3/10 : Machines
Avec Rebecca Ferguson, Will Patton, Iain Glen, Shane McRae, Angela Yeoh
Juliette insiste auprès de son supérieur pour que la génératrice soit arrêtée afin qu'elle puisse entreprendre les réparations nécessaires sur le rotor. Mais ce dernier hésite, la machine n'ayant jamais été mise hors tension depuis la construction du bunker. Pendant ce temps, une lutte de pouvoir sème le désordre entre la maire Ruth Jahns et la juge Meadows.

CINE + PREMIER

19.50 Ocean's Thirteen



Comédie policière - Etats-Unis - 2007
Avec George Clooney, Brad Pitt, Matt Damon, Al Pacino, Andy Garcia
Reuben, un des membres du gang de Danny Ocean, s'est mis en affaire avec Willy Bank pour un projet de construction d'hôtel. Mais celui-ci trahit Reuben et le met sur la paille. Afin de venger leur ami, Danny et ses complices décident de mettre sur pied un cambriolage encore plus impressionnant que leurs précédents coups.

TF1

20.10 Le grand concours



Saison 23 - Episode 64
Présenté par Arthur
Une nouvelle édition du «Grand concours» qui voit de nombreuses personnalités tenter de répondre à des questions de culture générale dans la bonne humeur. Az, Cartman, Valérie Damidot, Alexandre Devoise, Baptiste Giabiconi, Anaïs Grangerac, Gérard Holtz, Joyce Jonathan, Caroline Margeridon, Hervé Mathoux, Clara Morgane, Yoann Riou, Tony Saint Laurent, Patrick Sébastien, Sylvie Tellier, Tarek et Titoff vont s'affronter dans une bataille d'intellect et de rapidité.

2

20.10 Capitaine Marleau



Série policière - France - 2019
Saison 3 - Episode 7/8
- La reine des glaces
Avec Corinne Masiero, Sylvie Testud, Christopher Lambert, Côme Levin
Le capitaine Marleau enquête sur le meurtre d'une patineuse artistique. La victime, Lucie Engelberg, 21 ans, serait morte à la suite de coups violents. Pourtant, quelques heures plus tôt, la jeune femme s'entraînait encore aux côtés d'une autre vedette de spectacle sur glace, Salomé Revel.

3 VENDREDI

20.10 Jeux paralympiques de Paris 2024



Dans le camp français les regards seront tournés ce soir vers le tournoi de rugby en fauteuil. Après avoir affronté le Danemark, Jonathan Hivernat et les Bleus peuvent faire un grand pas vers la qualification pour les demi-finales. Les champions d'Europe en titre doivent pour cela battre les Australiens avant d'affronter la Grande-Bretagne, championne olympique en titre, en guise de dernier match du premier tour.

CINE + FRISSON

19.50 Godzilla



Film de science-fiction - Etats-Unis - Japon - 2014
Avec Aaron Taylor-Johnson, Ken Watanabe, Elizabeth Olsen
En 1999, à Janjira, au Japon, Joe Brody, physicien nucléaire américain, assiste impuissant à la mort de sa femme, Sandra, au cours d'un accident dans la centrale où ils travaillent. Quinze ans plus tard, Ford, le fils de Joe et Sandra, désormais militaire, retrouve sa famille aux Etats-Unis.

6

20.10 Jumeaux mais pas trop



Comédie - France - 2022
Avec Ahmed Sylla, Bertrand Usclat, Pauline Clément, Gérard Jugnot
Deux frères jumeaux découvrent soudainement l'existence de l'autre. Pour Grégoire et Anthony, la surprise est d'autant plus grande que l'un est blanc et l'autre noir. Il y avait une chance sur un million que ce phénomène génétique se produise. Mais la couleur de leur peau est loin d'être la seule chose qui les distingue.

RTL9

19.55 Assassin's Creed



Film d'aventures - Etats-Unis - Espagne - Canada - 2016
Avec Michael Fassbender, Marion Cotillard, Jeremy Irons
En Espagne, en 1492, l'ordre des Templiers est à la recherche de la mythique pomme d'Eden, qui contient les germes de la désobéissance originelle, aux pouvoirs impressionnants. L'ordre des Assassins, ennemis séculaires des Templiers, envoie en mission un de ses membres, l'expert Aguilar de Nerha.

CANAL+

20.08 Les trois mousquetaires : d'Artagnan



Film d'aventures - Espagne - Allemagne - France - 2023
Avec François Civil, Vincent Cassel, Romain Duris, Pio Marmai
Du Louvre au Palais de Buckingham, des bas-fonds de Paris au siège de La Rochelle, dans un Royaume divisé par les guerres de religion et menacé d'invasion par l'Angleterre, une poignée d'hommes et de femmes vont croiser leurs épées et lier leur destin à celui de la France.

CINE + PREMIER

19.50 Poker Face



Thriller - Etats-Unis - 2022
Avec Russell Crowe, Aden Young, Liam Hemsworth, Steve Bastoni
Le milliardaire Jake Foley convie des amis d'enfance dans sa luxueuse propriété pour une partie de poker à la mise de départ impressionnante. Ses convives ignorent que leur hôte a en réalité pour objectif de se venger de leur trahison. La donne change quand des voleurs s'introduisent dans la demeure.

Yémen : 25 morts dans des inondations subites



Au moins 25 personnes ont trouvé la mort après des inondations subites dans la province d'Al Mahwit, dans le nord-ouest du Yémen, a annoncé mercredi une source sanitaire locale. Les crues soudaines, déclenchées par plus de 24 heures de fortes pluies, ont provoqué mardi l'effondrement de trois barrages et emporté des dizaines de maisons dans le district de Malhan.

Des opérations de sauvetage sont en cours et plusieurs villageois sont toujours portés disparus, a indiqué la source. Au début du mois d'août, de fortes pluies et des crues soudaines dans les provinces septentrionales de Hodeidah et Hajjah ont tué 45 personnes et endommagé plus de 12.000 maisons, selon les autorités sanitaires locales.

L'ambassadeur de Colombie au Nicaragua inculpé de trafic de stupéfiants

La Cour suprême de Colombie a inculpé mardi de trafic de stupéfiants l'ambassadeur de Colombie au Nicaragua six ans après son arrestation à l'aéroport de Medellín avec de la cocaïne dans ses valises. La police de cet aéroport du nord-ouest de la Colombie avait trouvé dans les bagages de Leon Fredy Munoz au total 346 grammes de drogue, a expliqué la procureure Marlenne Orjuela Rodriguez en audience mardi devant la Cour suprême de Colombie.

L'ambassadeur affirme que la drogue a été cachée à son insu par des rivaux politiques.

A l'audience de mardi, il a déclaré «qu'il ne connaissait même pas la cocaïne». La procureure a requis une peine d'emprisonnement de 9 à 11 ans. La Cour suprême de Colombie, qui s'est saisie de l'affaire car elle concerne un «haut fonctionnaire», statuera lors d'une autre audience.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

La Mauritanie et l'Espagne s'engagent à gérer ensemble les flux migratoires



La Mauritanie et l'Espagne se sont mises d'accord pour gérer ensemble les flux migratoires, selon une déclaration conjointe publiée mercredi, lors de la visite du Premier ministre espagnol Pedro Sánchez à Nouakchott.

Les deux pays s'engagent dans ce texte «à œuvrer ensemble à la promotion de migra-

tions sûres, ordonnées et régulières» et garantir «un traitement juste et humain des migrants». Pedro Sánchez est arrivé mardi à Nouakchott, première étape d'une tournée en Mauritanie, au Sénégal et en Gambie destinée à contrer la hausse spectaculaire des arrivées de migrants clandestins dans son pays.

Les trois pays ouest-africains sur la côte Atlantique sont le point de départ de milliers d'Africains qui tentent de gagner l'Europe par la mer, principalement via l'archipel espagnol des Canaries.

Des milliers de personnes sont mortes au cours de ce périple ces dernières années.

Les consultations s'éternisent en France, toujours sans Premier ministre



Après avoir catégoriquement rejeté le scénario d'un gouvernement de gauche, Emmanuel Macron a ouvert

mardi un «nouveau cycle de consultations» pour trouver enfin un Premier ministre à la France, dans un climat politique de

plus en plus tendu. A la veille de l'ouverture des Jeux paralympiques et à quelques jours de la rentrée scolaire, la France est toujours gouvernée par un exécutif démissionnaire, et ce depuis maintenant plus de 40 jours, du jamais vu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le chef de l'Etat a repris des consultations dans un contexte très flou avec «ceux qui veulent œuvrer pour l'intérêt supérieur du pays», a-t-il dit mardi soir. Des représentants du parti de droite Les Républicains (LR) devaient être reçus hier mais ni l'extrême droite ni l'extrême gauche n'ont été conviées. Certains responsables invités ont refusé d'y participer et des «personnalités» dont les noms n'ont pas été communiqués doivent être consultés, notamment d'anciens présidents.

La police allemande abat un homme armé de couteaux



Un homme soupçonné d'avoir attaqué des passants avec des couteaux à Moers, dans l'ouest de l'Allemagne, a été abattu mardi, quelques jours après une attaque meurtrière au couteau à Solingen, une ville proche, a annoncé la police allemande.

Les services d'urgence ont été appelés vers 14h45 mardi et ont été informés qu'un homme avait «agressé et menacé plusieurs passants» dans la ville, a déclaré la police de Duisbourg, dans un communiqué. Les agents ont pu localiser un suspect allemand de 26 ans qui «les a attaqués avec deux couteaux dans les mains», a indiqué la police.

La police a tiré sur l'homme qui a été «mortellement blessé», mais aucune autre personne n'a été blessée. Cet incident survient alors que l'Allemagne est en état d'alerte après que trois personnes ont été tuées et huit autres blessées lors d'une attaque au couteau survenue vendredi lors d'un festival de rue à Solingen, à environ 45 kilomètres de Moers.

Le Bangladesh lève l'interdiction du principal parti islamiste



Les nouvelles autorités au Bangladesh ont levé mercredi l'interdiction du principal parti islamiste du pays, la Jamaat-e-Islami, imposée durant les derniers jours au pouvoir de l'ex-Première ministre âgée de 76 ans, Sheikh Hasina. «Le gouvernement (...) a annulé le précédent décret du gouvernement du 1er août 2024 qui avait interdit la Jamaat-e-Islami au Bangladesh», selon cette décision qui «entre en vigueur immédiatement». La Jamaat-e-Islami est l'un des principaux partis de ce pays de 170 millions d'habitants et sa plus grande formation islamiste.

Elle a été pendant des décennies l'alliée majeur du principal parti d'opposition à Mme Hasina, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP). Après un premier mandat de cinq ans entre 1996 et 2001, Mme Hasina a effectué trois mandats consécutifs de Première ministre et avait été réélue en janvier lors d'un scrutin controversé boycotté par l'opposition. Quatre jours avant sa fuite en Inde après des semaines de manifestations menées par les étudiants, Mme Hasina avait interdit la Jamaat-e-Islami.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

INSECTE MORTEL ET VÉROLE CRIMINELLE

trop turbulent, et en quoi son dérèglement a-t-il dû arranger des noces insidieuses entre un insecte mortel et une vérole criminelle ?

Le mal est plus large. La peste n'a pas attendu le dérèglement du climat pour frapper fort et provoquer le malheur. Les grandes pandémies ne datent pas d'aujourd'hui et ne sont pas les attributs de ces derniers siècles.

Le savoir et la connaissance devront s'estomper faute de trouver une juste explication à l'insupportable et de convenir seulement que le monde est bel et bien en

déroute. Dès lors, il ne faudrait sans doute pas s'étonner si la Terre s'arrêterait de tourner pour laisser l'homme s'éterniser dans sa ronde forcée. C'est que les legs des déceptions se multiplient et les malheurs se perpétuent. A force de vouloir se construire un éden, l'espèce humaine s'est aménagée un enfer. Plus de la moitié de l'humanité est dans la peine. Dans le connu et l'inconnu, toutes les religions expliquent que sa semaille a été engagée pour des choix contraires. La prédominance que se sont accordée les hommes s'est orientée vers les plus lourdes des conséquences. Violence, faim, soif et misère, nées d'une vulnérabilité et d'une faiblesse ont été occultées pour qu'un moustique vienne perturber l'ensemble de la planète.

Alors que le monde médical et sanitaire a les yeux braqués sur une curieuse épidémie de la variole qui surgit décidée à s'étendre, voilà qu'on annonce aux Etats-Unis l'intrusion d'un moustique mortel. Le déclaré nouveau monstre est capable de causer à l'homme des effets similaires et aussi dévastateurs que ceux du Covid. Le lexique pandémique s'étend pour élargir davantage les reçus néfastes d'un dérèglement climatique non encore défini.

Le pessimisme autant que l'inquiétude s'additionnent pour alourdir le désarroi et généraliser une perplexité devant l'immensité d'un sombre doute sur le devenir de la planète. Sinon que vient faire un moustique tuant dans le climat certes